

**JEUDI 11 MAI 2017**

*"Pour connaître un sujet il faut l'étudier. Aucun humain ne peut échapper à cette règle."*

- = **Energie : le monde va devoir dépenser en milliers de milliards** (Dennissto) p.1
- = **Sept milliards d'humains: pas de panique !** p.3
- = **Nous avez trop de dettes ? Facile ! Devenez faussaire !** (Éric Fry) p.5
- = **Toute dette doit mourir... un jour** (Bill Bonner) p.7
- = **Nous aurions besoin de 1,7 planète Terre pour rendre la consommation humaine durable** p.9
- = **Les sables bitumineux, deux à quatre fois plus polluants que prévu** p.13
- = **Surpopulation: peut-on encore encourager la croissance démographique?** p.17
- = **Revenir à une société artisanale** (Georgerouge) p.19
- = **La planète brûle et nous regardons ailleurs** (Biosphere) p.20
- = **L'humanité pèse trente mille milliards de tonnes** p.23
- = **-40% de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030, est-ce vraiment suffisant ?** (Vincent Rondreux) p.24
- = **After parisien** (James Howard Kunstler) p.27

## SECTION ÉCONOMIE

- = **Des similarités troublantes avec 2007 ou début 2000** p.30
- = **« Je m'attends à une chute du marché boursier d'au moins 90%, comme après 1929 »** p.31
- = **Épargne : attention, la pierre ne vaut pas l'or !** (Philippe Herlin) p.37
- = **Retour du risque en Italie** (Simone Wapler) p.38
- = **Des nouvelles de notre Transaction de la Décennie** (Bill Bonner) p.40
- = **L'Allemagne enquête sur près de 2 000 sociétés fantômes basées à Malte** (C. Sannat) p.43
- = **Draghi sévèrement malmené devant le Parlement Néerlandais** (Bruno Bertez) p.46
- = **Vers une interdiction des espèces à l'échelle globale ?** p.48
- = **LE PIÈGE EUROPÉEN DE MACRON SE REFERME** (François Leclerc) p.49



**<<< ARTICLE SERIE VINTAGE >>>**

## **Energie : le monde va devoir dépenser en milliers de milliards**

par Denissto.eu Mar Oct 18, 2011

Energie : le monde va devoir dépenser en milliers de milliards

Le monde va devoir dépenser chaque année 1.500 milliards de dollars -soit presque la totalité de la dette de la France- pour faire face au bond de la demande en énergie d'ici 2035, averti mardi l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), qui s'inquiète notamment pour l'Afrique et le Moyen-Orient.

Cumulé jusqu'en 2035, le chiffre mondial atteint la somme vertigineuse de 38.000 milliards de dollars d'investissements, soit plus de 27.500 milliards d'euros et près de 15% de plus que la précédente estimation de l'agence, bras énergétique des pays développés.

"C'est énorme", a reconnu l'économiste en chef de l'AIE Fatih Birol. "Les coûts de production augmentent dans de nombreuses parties du monde et il devient de plus en plus difficile d'extraire l'énergie, c'est pour cela que nos chiffres augmentent substantiellement", a-t-il expliqué à l'AFP.

"Si nous ne trouvons pas cet argent, la production n'augmentera pas autant qu'elle doit le faire, avec pour résultat des prix bien supérieurs à ce qu'ils sont aujourd'hui", a averti l'économiste turc de l'AIE, qui dépend de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Cette flambée se fera sentir dès les cinq prochaines années faute d'injection suffisante d'argent frais, selon lui.

Les hydrocarbures (pétrole 26% et gaz 25%) représentent toujours la majorité des besoins d'investissement en énergie au cours du prochain quart de siècle, selon l'AIE, avec des besoins de 10.000 milliards de dollars dans le pétrole et 9.500 milliards dans le gaz.

Au fur et à mesure que les anciens gisements pétroliers et gaziers s'épuisent, les compagnies se tournent vers des sites beaucoup plus profonds, techniquement plus difficiles à exploiter, ou situés loin au large comme au Brésil ou dans des zones reculées (Arctique...), ce qui coûte beaucoup plus cher.

Avec la connexion attendue d'une grande partie de l'humanité au réseau électrique et le développement économique, l'électricité représentera l'essentiel (45%) du reste des besoins, avec une projection de 16.900 milliards, très loin devant le charbon (3%, 1.100 milliards) et les biocarburants (1%, 300 milliards).

Plus de 1,3 milliard de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès au courant électrique, selon l'AIE.

Selon M. Birol, "nous voyons ces investissements se profiler dans certaines régions", mais le principal "point d'interrogation" concerne l'Afrique et le Moyen-Orient, où il a déploré un manque d'investissement.

L'AIE, qui représente les intérêts des pays riches grands consommateurs de pétrole, appelle régulièrement l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à relever sa production d'or noir et à investir pour augmenter ses capacités.

Mais d'autres facteurs comme la pauvreté et les violences font que les Etats africains ou moyen-orientaux concernés ont d'autres priorités, a souligné M. Birol, dans un contexte d'incertitude régionale créée par le Printemps arabe.

Concernant la Libye, où la production a repris plus vite que prévu après avoir été interrompue par la guerre contre le régime de Mouammar Kadhafi, l'économiste a dit qu'il serait "positivement surpris" si la production de pétrole retrouvait son niveau d'avant le conflit avant 2013.

L'AIE, qui organise mardi et mercredi une réunion en présence notamment d'une trentaine de ministres de l'Energie, doit présenter en novembre son rapport annuel de référence sur l'énergie, dont les chiffres présentés mardi sont extraits.

Plusieurs grands pays non membres de l'organisation sont représentés, notamment les moteurs de la croissance mondiale: la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie.

<<< **ARTICLE SERIE VINTAGE** >>>

## **Sept milliards d'humains: pas de panique !**

Par Max Falque le mercredi 23 novembre 2011

**[[NYOUZ2DÉS: ce texte est un bon exemple de mauvais raisonnement. Comment de tels imbéciles peuvent-ils avoir la parole? En 2011, le rapport du club de Rome (Meadows) était déjà sorti depuis longtemps.**

**Malthus avait raison... sauf sur la date.]**

Le chiffre de sept milliards d'habitants n'a pas de quoi impressionner, quand on sait que la population mondiale a été multipliée par plus de cinq depuis 1850. Les théories malthusiennes ont toujours eu beaucoup de succès, mais ont été constamment démenties par les faits.

Bien entendu, non seulement le ridicule rejoint l'ignorance mais aussi la mauvaise foi des vendeurs de peur. Le ridicule : comment identifier sans rire le nouveau-né qui marque l'événement (7 milliards d'habitants !) alors que les statistiques sont approximatives... à quelques dizaines de millions près ? Prenons un peu de recul et considérons les évolutions démographiques et économiques depuis 1850.

- La population mondiale a connu une croissance remarquable passant d'environ 1,3 milliard d'habitants en 1850 à 7 milliards, soit une multiplication par plus de 5. En bonne logique malthusienne on aurait pu s'attendre à une pénurie de matières premières et de nourriture, et à une réduction drastique du niveau de vie de chacun d'entre nous.

- L'abondance est au rendez-vous, que l'on peut mesurer par l'évolution des prix des ressources en examinant les statistiques publiées depuis sa création par "The Economist". Il publie un indice prenant en compte 25 produits importants dont l'aluminium, le cuivre, les céréales, le café, le caoutchouc, le

sucré, le soja... Sur une base 100 en 1850, les prix en dollars constants sont tombés à 20 en 2004 (mais à environ 30 en 2011).

- La consommation de chaque humain a connu une croissance remarquable depuis 1850 : elle a été multipliée par un facteur proche de 10 dans les pays développés, et même les habitants des pays pauvres ont connu, et connaissent une hausse importante de leur niveau de vie puisque le prix réel des produits a baissé d'environ 70 %.

Les prédictions catastrophiques depuis Malthus (Jevons, Club de Rome, Global 2000, Earthwatch, Goldsmith,...) ont toujours été démenties par les faits : ainsi, en 1968, un auteur à succès, Paul Ehrlich, faisait cette prédiction :

*"Au cours des décennies 1970 et 1980, des centaines de millions d'humains mourront de faim en dépit des programmes d'urgence."*

Après tout, quoi de plus logique ? Nous vivons dans un monde de ressources limitées et la population mondiale explose : l'idée selon laquelle nous devrions être confrontés à des pénuries de ressources naturelles, et donc à une augmentation du prix des dites ressources, semble tout ce qu'il y a de plus raisonnable.

Cependant, en 1980, un professeur d'économie nommé Julian Simon lança un défi à Ehrlich : il s'agissait de parier sur le prix de cinq matières premières choisies par Ehrlich à la date que celui-ci voudrait. Si, à la date choisie, les prix (ajustés de l'inflation) des ressources naturelles sélectionnées étaient effectivement plus élevés qu'en 1980, l'économiste devait payer la différence et, dans le cas contraire, c'est Ehrlich qui devait payer Simon. Ehrlich accepta le pari et, le 29 septembre 1980, mita 1.000 dollars sur la croissance des prix du cuivre, du chrome, du nickel, de l'étain et du tungstène au cours de la décennie à venir.

De 1980 à 1990, la population mondiale augmenta de 800 millions d'individus, mais le 29 septembre 1990 - quand le pari arriva à son terme -, les prix des cinq métaux sélectionnés par Ehrlich avaient baissé - tous, sans aucune exception. Ehrlich avait perdu son pari et honora son contrat en postant un chèque de 576,07 dollars à l'ordre de Simon. Il refusa en revanche de renouveler le pari.

Les thèses malthusiennes ont toujours fait vendre énormément de livres tout en se révélant fausses a posteriori. Habituellement défendues par des biologistes, physiciens ou autres géologues parfaitement compétents dans leurs domaines respectifs, mais ignorant tout du fonctionnement d'une économie, leurs prédictions apocalyptiques ont toujours été démenties par deux mécanismes très simples : quand une ressource se raréfie et que son prix monte, la hausse des cours incite les producteurs à produire plus ou à développer une alternative, et les consommateurs à adapter leur consommation - pour autant que l'on opère dans une économie de marché.

Quid de l'environnement ? Tout indique que, malgré les prévisions apocalyptiques, sa qualité s'améliore au fur et à mesure que le niveau de vie augmente, et cela non seulement grâce aux réglementations publiques mais aussi et surtout aux progrès technologiques, aux mécanismes de marché et aux droits de propriété qui s'opposent au libre accès aux ressources et donc à leur destruction.

Résumons-nous : depuis 1850 une population cinq fois plus importante, jouissant d'un niveau de vie de plus en plus élevé dans un environnement en voie d'amélioration. L'avenir est donc à l'optimisme et la perspective de 10 milliards d'habitants n'entraînera pas de catastrophes pourvu que nous adaptions nos institutions et résistions à la dictature écologique.

Comme le faisait justement remarquer Julian Simon, tout nouveau-né est doté d'un cerveau et de mains qui contribueront à la richesse et à la beauté du monde. Pas besoin d'une autre planète ! Pourquoi ne pas ouvrir un pari ?

-----  
*Cet article de [Max Falque](#), délégué général de [l'ICREI](#) (International center for research on environmental Issues) a été publié dans La Tribune en date du 12 novembre 2011.*

## ◀◀ ARTICLE SERIE VINTAGE ▶▶

### Vous avez trop de dettes ? Facile ! Devenez faussaire !

Eric Fry , 28 novembre 2011

▪ Si je vous disais que j'ai 1 600 milliards de dollars en dépôt dans une banque du coin, vous penseriez que je ne fais pas simplement partie des 1% les plus riches, mais des 1% des 1% les plus riches (vous pouvez imaginer la jalousie dévorante des 99% autres qui font partie des 1%...).

Mais si ensuite je mentionnais que -- oh, au fait, j'allais oublier -- je dois 1 600 milliards de dollars à certaines personnes, vous vous rendriez compte que j'appartiens probablement aux plus basses cohortes des 99%, plutôt qu'au plus haut échelon des 1%. Autrement dit, vous vous rendriez compte que je ne suis pas super-riche mais super-pauvre.

Mais si par la suite je vous disais : "hé ! Ne me plaignez pas. Je peux imprimer autant d'argent que je veux. En fait, les 1 600 milliards que je possède à la banque c'est de l'argent que j'ai moi-même imprimé pour mon propre usage".

A ce stade, vous ne sauriez plus si je relève des 1% ou des 99% ; tout ce dont vous seriez certain, c'est que je relève de la prison. Et vous auriez raison... jusqu'à ce que vous réalisiez que même si la contrefaçon est un toujours un crime, elle n'est pas toujours

illégale.

- Lorsque les faussaires portent des costumes à fines rayures, sont diplômés des plus grandes écoles du pays, tiennent les cordons de la bourse du gouvernement et conduisent leurs opérations de contrefaçon au sein d'infrastructures approuvées par l'Etat tel l'Hôtel des Monnaies à Philadelphie, la contrefaçon n'est pas simplement légale, elle est financièrement raffinée... du moins c'est ce qu'on nous dit.

Ce processus est appelé quantitative easing (ou QE, ou assouplissement quantitatif)... et il n'est pas nouveau. Aujourd'hui, quasiment tous les investisseurs de la planète ont entendu parler de ce processus et comprennent -- plus ou moins -- ce dont il s'agit. C'est de la contrefaçon, plus ou moins.

La Réserve fédérale imprime des dollars et les utilise pour acheter des titres adossés à des créances hypothécaires et/ou des bons du Trésor US. Au dernier comptage, la Fed possédait pour une valeur de plus de 1 600 milliards de dollars de bons du Trésor US.

Depuis fin 2008, la Réserve fédérale achète des titres de créances hypothécaires et des bons du Trésor avec les dollars qu'elle imprime précisément à cet effet. Même si les chiffres sont flous, la Fed reconnaît avoir acheté au moins 1 200 milliards de dollars de bons dans le cadre de ses programmes de QE annoncés publiquement. Toutefois, de façon quelque peu mystérieuse, le bilan de la Fed a augmenté de 2 200 milliards de dollars au cours des trois années qu'ont duré les opérations de QE.

Alors, c'est 1 200 milliards ou bien 2 200 milliards ? Qu'importe... Que sont mille milliards de dollars supplémentaires ici ou là ?

Malgré cette opération de contrefaçon déclarée et manifeste, la Réserve fédérale arrive encore à garder un semblant de légitimité. De façon encore plus énigmatique, le dollar US arrive encore à garder un semblant de force et de respectabilité.

- Ainsi, le dollar n'a pas perdu de valeur par rapport à l'euro au cours des trois dernières années. Mais ce n'est sans doute que parce que le dollar et l'euro perdent tous deux de la valeur à peu près au même rythme. Lorsqu'on le compare à l'or ou à toute autre forme de monnaie non-gouvernementale, le dollar a effectivement perdu de la valeur durant les trois dernières années... beaucoup de valeur.

Néanmoins, il n'y a pas de "crise du dollar" évidente comme il y a une crise de l'euro -- très évidente. Mais laissons le temps au temps, cher lecteur.

"Au cours de l'année dernière", rapporte le site CNSNews.com, "alors que la Réserve fédérale a massivement augmenté ses détentions de bons du Trésor US -- et que des

organismes en Chine ont légèrement diminué les leurs -- la Fed a dépassé les Chinois en tant que principal détenteur de la dette américaine"...

Grâce à l'assouplissement quantitatif, la valeur des bons du Trésor US détenus par la Fed a grimpé à 1 660 milliards de dollars, ce qui dépasse de loin les 1 150 milliards de dollars de bons détenus par les Chinois.

"A la fin du mois de septembre 2010", explique CNSNews, "les Chinois possédaient environ 340 milliards de dollars en bons du Trésor de plus que la Fed. Mais fin septembre 2011, la Fed possédait environ 517 milliards de dollars de plus en bons du Trésor que les Chinois".

La frénésie d'achats de bons du Trésor de la Fed ne présage pas nécessairement de la fin imminente du dollar mais elle suggère au moins la possibilité d'une fin. La contrefaçon à grande échelle n'améliore guère la valeur d'une monnaie.

Les achats de bons du Trésor US par la Fed peuvent sembler identiques à ceux effectués par la Chine... tout comme une fausse pièce de monnaie peut ressembler à une vraie. En réalité, ces achats ne pourraient être plus différents.

Les Chinois achètent des bons du Trésor avec des dollars qu'ils ont gagnés grâce au commerce. La Fed achète des bons du Trésor avec des dollars qu'elle a créés à partir de papier et d'encre. Sur le long terme, le commerce est une source de capital qui a beaucoup plus de valeur qu'une rotative. En général, le commerce nourrit la création de richesse ; en général, une planche à billets nourrit la destruction de richesse.

Néanmoins, la tentation d'imprimer de l'argent est absolument irrésistible pour un gouvernement en détresse. C'est si facile... et si "indolore". Ben Bernanke a fait apparaître 1 200 milliards de dollars (au moins) au cours des trois dernières années sans même verser une goutte de sueur. Il est intéressant de comparer ce processus avec l'échec retentissant de la "super-commission" à trouver 1 200 milliards de dollars de réductions des déficits via les processus difficiles, "à l'ancienne", de réduction des dépenses et d'augmentation des impôts.

La contrefaçon est plus facile que l'austérité... tout comme la fraude est plus facile qu'un travail harassant. Mais puisque le président de la Réserve Fédérale et les autres dirigeants de l'économie américaine ont peu d'attrait pour l'austérité et le travail qui construisent la richesse nationale, ils ont adopté des raccourcis faciles vers la "prospérité".

**<<< ARTICLE SERIE VINTAGE >>>**

## Toute dette doit mourir... un jour

28 novembre 2011 | Bill Bonner

▪ La semaine dernière, Merkel, Sarkozy et Monti se sont rencontrés pour décider de leur prochaine bêtise.

Ils ont déjà traîné les pieds. Ils ont retardé et procrastiné. Ils ont repoussé les échéances plusieurs fois.

On dirait qu'ils sont désormais au pied du mur.

A présent, il est temps de jeter l'éponge. Oui, cher lecteur. Toute dette doit mourir. Tôt ou tard, toute dette expire. Elle est payée comme prévu... ou pas.

Dans la mesure où c'est la formule "ou pas" qui est à l'ordre du jour, tout le monde attend de voir qui n'aura pas ce qu'il mérite...

... les millions de lumpen-électeurs qui pensaient pouvoir obtenir quelque chose en l'échange de rien ?

... ou les banquiers et spéculateurs qui avaient vu l'occasion de gagner de l'argent sans se donner de peine ?

L'idée fondamentale des gouvernements modernes était de promettre aux électeurs des choses qu'on ne pouvait se permettre de leur donner... puis d'emprunter pour combler le vide. N'importe quel idiot aurait pu voir qu'en fin de compte, on finirait par se trouver à court de prêteurs de bonne volonté, et ce serait la fin de l'histoire. Mais les prêteurs sont soit étonnamment généreux, soit incroyablement idiots.

Notre collègue Joel Bowman nous dit que les prêteurs de l'Argentine sont plus au fait de la manière dont les choses se passent. Il cite un résident de Buenos Aires lui expliquant la différence entre les gouvernements du monde développé... et le gouvernement dans la pampa :

“Dans votre pays, il faut probablement des mois, voire des années avant que les politiciens renient leurs promesses. Ici, ils le font en quelques semaines”.

▪ Tout semblait très bien se passer aux Etats-Unis et en Europe... jusqu'à ce que le secteur privé se retrouve en difficulté. Les banques ont elles aussi eu des problèmes... parce qu'elles avaient prêté de l'argent à des emprunteurs privés qui ne pouvaient pas les rembourser. Aux Etats-Unis, les autorités sont intervenues. Après l'effondrement de Lehman Bros., elles ont clairement fait comprendre que l'argent serait là pour renflouer n'importe quel gros prêteur. Quant au gouvernement US lui-même, personne n'a jamais douté que son crédit était sain ; après tout, il a une planche à billets !

En Europe, les choses ne sont pas aussi simples. Parce que ni l'Espagne, ni l'Irlande, ni l'Italie, ni la Grèce n'ont de planche à billets. Collectivement, l'Europe en a une, bien entendu. Mais elle est sous le contrôle des banquiers allemands. Et pour l'instant, les Allemands ont quasiment affirmé qu'avant de procéder à des renflouages par

l'impression monétaire, il faudra leur passer sur le corps...

... c'est-à-dire la solution que préféreraient les Grecs, les Italiens, les Espagnols, les Irlandais et tout le reste de l'Europe...

Mais pour l'instant, les Allemands sont encore parmi nous et la planche à billets n'est pas portée au rouge. Quant à l'avenir... tout peut arriver !

Mais quelques petites choses sont très claires.

D'abord, la dette ne va pas disparaître... Elle ne peut pas être remboursée, et — à moins d'une avancée exceptionnelle — ni l'Europe, ni les Etats-Unis, ni le Japon ne peuvent s'en sortir par la croissance.

Ensuite, les populations des trois grandes économies développées vont devoir accepter une baisse de leur niveau de vie. Aux Etats-Unis, les revenus réels disponibles des ménages — une fois déduits les coûts de l'alimentation et de l'énergie, les impôts et le remboursement des dettes — baissent. Les gens doivent arrêter de dépenser autant et épargner pour leur retraite — menant à une baisse des dépenses de consommation, une hausse du chômage et une économie plus paresseuse. En Europe, les avantages fournis par le gouvernement doivent être réduits.

En Europe comme aux Etats-Unis, les gens vivent au-dessus de leurs moyens depuis des années, en se finançant par un endettement de plus en plus profond. La fin de ce cycle semble être arrivée en Europe... et, pour le secteur privé, aux Etats-Unis. Le secteur public américain, en revanche, trouve toujours plus facile d'emprunter que de réduire les dépenses. Ce qui lui permettra d'acheter plus de cordes pour se pendre plus tard.

◀◀ FIN ▶▶

**Nous aurions besoin de 1,7 planète Terre pour rendre la consommation humaine durable**

par Brice Louvet 9 mai 2017

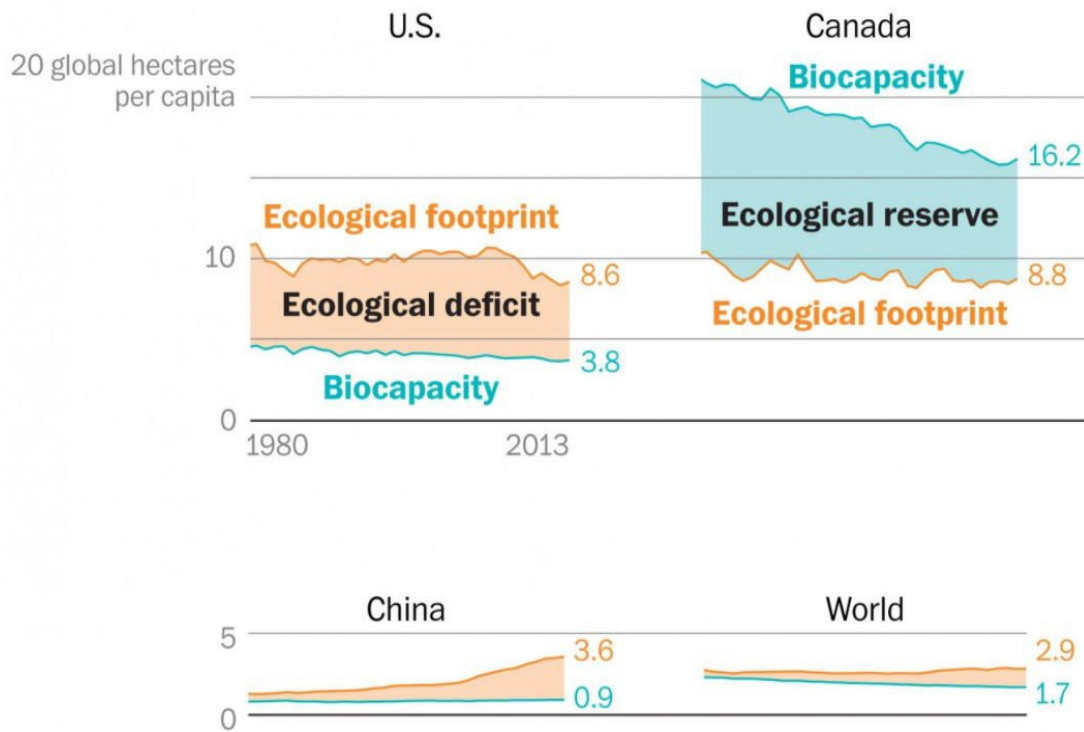


**Nous aurions besoin de 1,7 planète Terre pour rendre la consommation humaine durable. C'est le constat alarmant détaillé il y a quelques jours par l'organisation à but non lucratif Global Footprint Network. Parmi les mauvais élèves : l'Inde, la Chine et les États-Unis.**

Il y a quelques jours, les responsables de la Maison-Blanche se rencontraient pour discuter du fait de savoir les États-Unis devaient ou non abandonner l'accord de Paris sur le climat. Les Américains étant les plus grands consommateurs au monde, les politiques américaines peuvent donc avoir des effets environnementaux mondiaux. Les enjeux sont effectivement énormes puisque selon [Global Footprint Network](#), une organisation à but non lucratif qui évalue notre empreinte écologique sur la planète, la population mondiale aurait besoin de 1,7 planète Terre pour soutenir son rythme effréné de consommation.

L'empreinte écologique tient notamment compte de la quantité de ressources biologiques, telles que les zones de pêche et les terres forestières nécessaires à la consommation d'un pays et à l'absorption de ses déchets. Cela inclut les importations, mais exclut les exportations. Plus l'empreinte d'un pays est petite, mieux c'est. Chaque pays présente également une biocapacité, c'est-à-dire sa capacité à produire une offre continue en ressources renouvelables et à absorber les déchets découlant de leur consommation. Parce que cette mesure est basée sur la technologie et les pratiques de gestion des terres, la biocapacité peut changer d'année en année. Plus grande est la biocapacité d'un pays, mieux c'est.

Par conséquent, un pays est un mauvais élève si son empreinte écologique est supérieure à sa biocapacité et un bon élève si sa biocapacité est supérieure. Parmi les pays ayant les déficits écologiques les plus élevés, les États-Unis ont l'une des plus importantes biocapacités, avec l'Inde et la Chine. Cela signifie que même si le pays a beaucoup de ressources, sa consommation est toujours très insoutenable. Parmi les pays ayant les plus grandes réserves écologiques figurent notamment le Brésil, le Canada, la Finlande, l'Australie, le Congo, ou encore la Bolivie. En revanche, la plupart de ces pays ont des biocapacités qui diminuent à un rythme très marqué. En d'autres termes, ils devraient bientôt rencontrer des déficits écologiques si la tendance se poursuit. Dans certains pays comme le Brésil notamment, cela peut être attribué à une combinaison de croissance rapide de la population et de déforestation. Ci-dessous les tableaux référentiels :

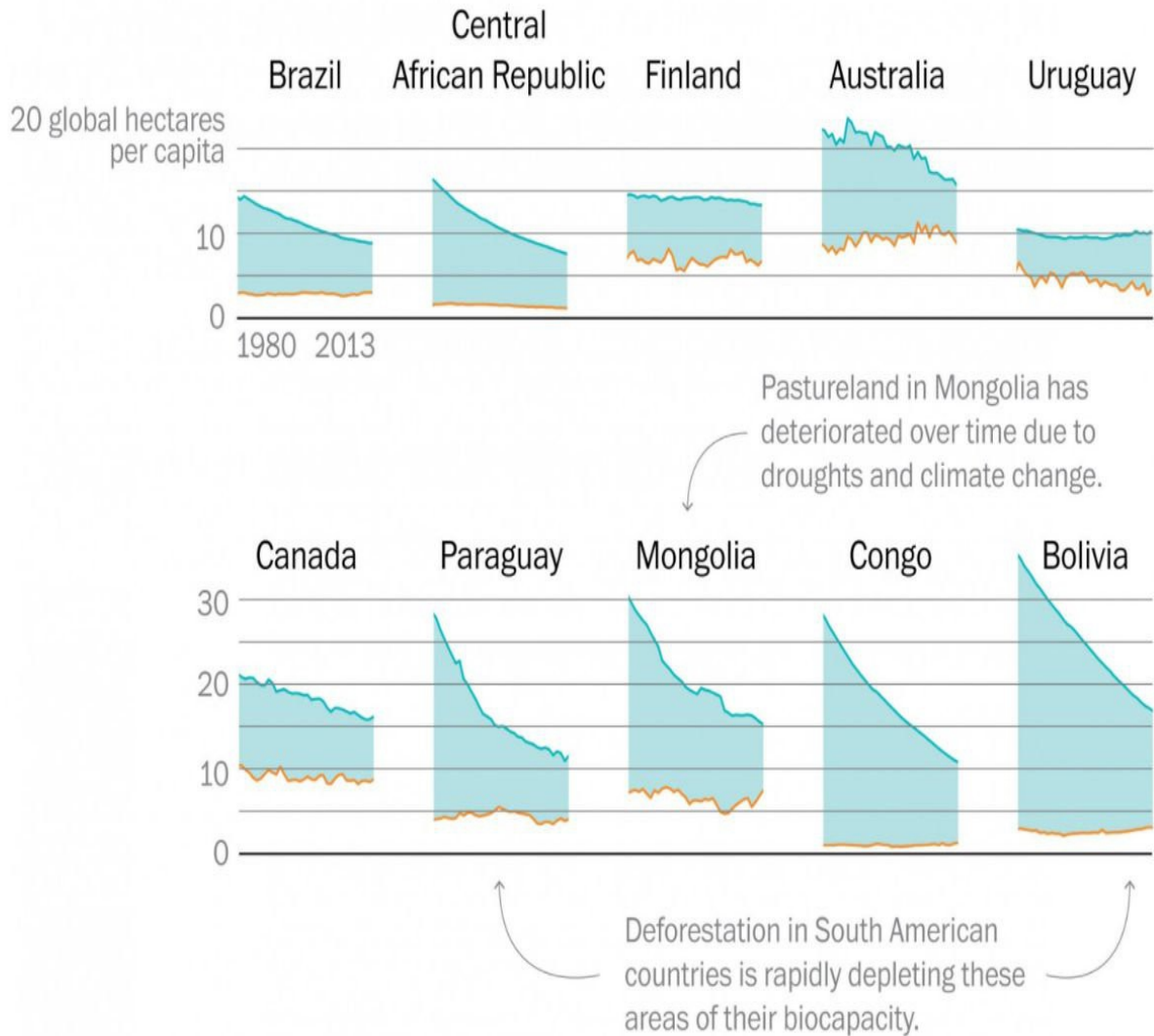


### Largest ecological deficits per capita in 2013



*Crédits : ONG Global Footprint Network*

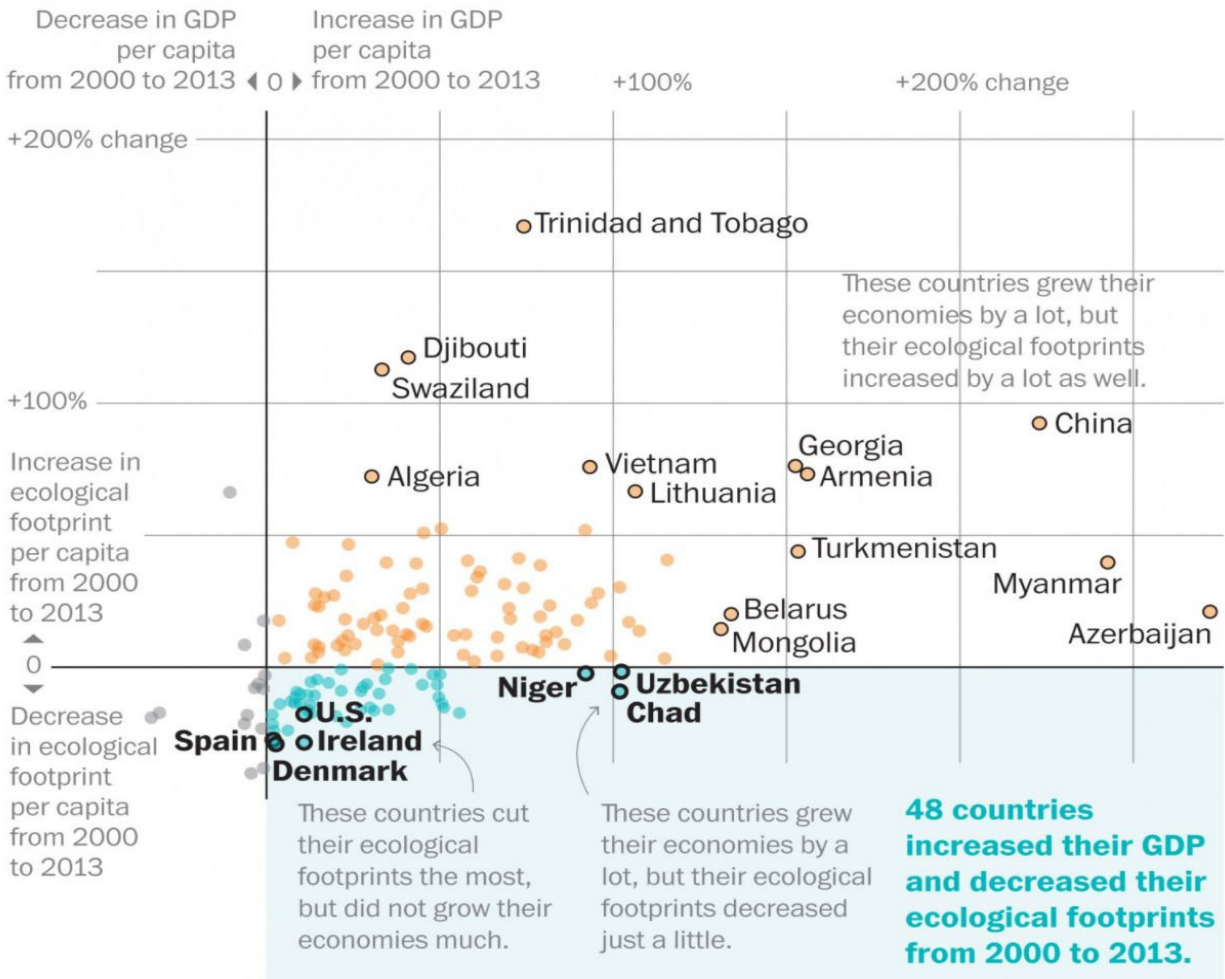
## Largest ecological reserves per capita in 2013



Note: Only countries with a population of more than 1 million and data for more than one year are included.

*Crédits : ONG Global Footprint Network*

Notons au passage que 48 pays ont réussi à se développer de manière durable, en augmentant leur PIB tout en diminuant leurs empreintes écologiques, bien que la plupart de ces pays aient connu une faible croissance économique :



Note: GDP per capita is in 2010 U.S. dollars.

*Crédits : ONG Global Footprint Network*

Source

## Les sables bitumineux, deux à quatre fois plus polluants que prévu

Un texte de Camille Martel Publié le mercredi 3 mai 2017 , Radio-Canada Alberta

**Quand on pense aux pétrolières, on pense au CO<sub>2</sub>, ce gaz à effet de serre qui fait souvent les manchettes, mais on oublie souvent les composés organiques volatils. Ces gaz nocifs pour la santé sont libérés en quantité beaucoup plus importante que ce que l'on croyait par les sables bitumineux de l'Alberta, selon une étude.**



*Un bassin de décantation sur un site pétrolier de l'Alberta. Photo : Reuters*

L'étude démontre que les méthodes d'évaluation de rejet des polluants sont inadéquates, selon l'auteur principal de l'étude, Shao-Meng Li, d'Environnement et Changement climatique Canada.

« C'est plutôt compliqué d'avoir une idée juste de la concentration des composés organiques volatils », indique le chercheur.

### **Un composé organique volatil, qu'est-ce que c'est?**

Les composés organiques volatils contiennent un ou plusieurs atomes de carbone et ont la caractéristique de s'évaporer facilement dans l'atmosphère. Ils sont reconnus comme étant les principaux responsables du smog.

C'est la première fois qu'une étude évalue avec précision les émissions qui se retrouvent au-dessus des industries pétrolières de l'Alberta.

C'est ce qui explique pourquoi nous avons obtenu des résultats aussi impressionnants.

Shao-Meng Li, chercheur, Environnement et Changement climatique Canada

L'équipe d'Environnement et Changement Climatique Canada a passé plus de 80 heures dans un avion modifié en station de recherche au-dessus de six installations pétrolières en Alberta durant l'été 2013.



*L'avion utilisé par Environnement et Changement climatique Canada pour faire l'inventaire des émissions polluantes des sables bitumineux de l'Alberta. Photo : Shao-Meng Li*

Les chercheurs ont volé autour des installations pétrolières en effectuant des cercles à différentes altitudes. « On a créé une espèce de mur virtuel si on veut », décrit Shao-Meng Li.

Ainsi, ils ont pu capter des échantillons d'air toutes les 2 secondes à l'aide de leur matériel. Toutes ces données ont permis de recenser de 69 à 89 composés organiques volatils différents.

Nous en avons trouvé beaucoup plus que ce qui est indiqué dans l'Inventaire national des rejets des polluants.

Shao-Meng Li, chercheur, Environnement et Changement climatique Canada

L'étude a aussi démontré que, dans certains cas, jusqu'à 50 composés organiques volatils différents n'étaient pas signalés au registre du gouvernement, alors qu'ils doivent l'être, selon l'Inventaire national des rejets de polluants (INRP).

« Les rapports faits annuellement par les pétrolières ne sont pas vérifiés », explique Shao-Meng Li.

### **Pas une méthode viable, selon la province et le gouvernement fédéral**

L'INRP, qui est chargé de recueillir les rapports faits par les industries annuellement, n'entend pas changer pour autant les méthodes d'évaluations des rejets atmosphériques.

Ce ne serait pas raisonnable de demander à l'industrie de faire des inventaires aériens.

Jody Rosenberger, chef d'unité, Inventaire national des rejets de polluants

De plus, des études aussi complètes ne sont pas requises par la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, ajoute-t-il.

### **Comment évalue-t-on les émissions des pétrolières ?**

Les sables bitumineux de l'Alberta doivent signaler annuellement leurs émissions polluantes à l'Inventaire national de rejets des polluants. Habituellement, cet inventaire est fait « du bas vers le haut », c'est-à-dire que les émissions sont captées et évaluées à partir du sol. La plupart des rejets sont estimés. Ainsi, si on sait qu'un camion a parcouru un certain nombre de kilomètres pendant l'année ou que telle cheminée a fonctionné pendant un certain nombre d'heures, on applique des facteurs préétablis pour estimer le rejet total. Toutefois, les installations pétrolières ont des procédés très complexes qui ne sont pas tous pris en compte dans ces estimations.

M. Rosenberger a spécifié cependant que, si l'Inventaire national des polluants juge que certains polluants sont mal signalés par les industries, certaines méthodes de collectes pourraient être modifiées.



*L'intérieur de l'avion qui a fait l'inventaire des émissions polluantes au-dessus des sables bitumineux de l'Alberta. Photo : Shao-Meng Li*

Même son de cloche du côté de la province albertaine, qui estime que cette méthode de recensement des polluants est trop laborieuse.

« C'est tout de même positif d'avoir ces nouvelles informations », laisse entendre Bob Myrick, directeur du contrôle de la qualité de l'air pour le ministère de l'Environnement et des Parcs de l'Alberta.

Celui-ci estime que l'étude met en lumière certaines lacunes dans le processus d'inventaire des polluants et que, conséquemment, plus de composés chimiques devraient être pris en compte lorsque les industries signalent leurs émissions.

Or, ni la province ni le gouvernement fédéral n'entendent demander aux industries de modifier l'inventaire qu'ils font de leurs émissions de polluants atmosphériques.

Une deuxième étude similaire sera menée durant l'été 2018 pour valider les données.

## Surpopulation: peut-on encore encourager la croissance démographique?

Une tribune de plusieurs associations décroissantes

Publié le 03 mai 2017 Causeur.fr



La population mondiale va passer le cap de 7,5 milliards d'habitants en 2017, alors qu'elle était de 6 milliards en l'an 2000 et seulement de 2,5 milliards en 1950. Elle devrait atteindre 10 milliards d'habitants entre 2050 et 2060, et dépasser 11 milliards à la fin du siècle !

Certes, l'Europe est entrée dans une phase de stabilisation de sa population, tandis que l'Amérique du Sud et l'Asie, qui est déjà très peuplée, parviennent peu à peu à réduire leurs taux de fécondité. Mais la situation est gravement préoccupante en Afrique, en particulier au sud du Sahara, avec des risques de famines et de migrations massives des populations concernées.

### **L'humanité menacée d'explosion**

D'ores et déjà, l'explosion démographique a eu sur l'environnement des effets désastreux, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, dû aux émissions massives de gaz à effet de serre, de la déforestation, de l'érosion des terres arables, liée à l'abus d'engrais et à l'urbanisation, ou de l'effondrement dramatique de la biodiversité. Au cours des cinquante dernières années, tandis que la population humaine doublait, celles des différentes espèces animales vertébrées, terrestres et marines, diminuaient de 40 à 50 %, celles des mêmes espèces vivant en eau douce de plus de 70 %.

Depuis un demi-siècle, l'homme est devenu la cause majeure de l'extinction des espèces animales. Si la Terre elle-même n'est pas menacée en tant que planète, à moins de deux générations de nous, les conditions physiques qui ont rendu possibles le développement de l'humanité et l'essor des civilisations risquent de disparaître.

La première des urgences est de faire baisser la natalité dans les pays où elle reste la plus forte et, pour cela, de développer massivement les programmes de soutien à la contraception, de type planning familial, ciblés sur la formation culturelle et sanitaire des jeunes filles, qui sont souvent dans ces pays écartées du système éducatif.

### **Des politiques natalistes mortifères**

Cet effort prioritaire en direction du Sud ne nous dispense pas, dans les pays riches, de nous interroger sur l'opportunité des politiques natalistes appliquées au lendemain de la guerre et toujours en vigueur. Sans que soit remise en cause la liberté de procréation, on peut se demander s'il est encore justifié qu'au-delà de trois, voire de deux enfants, l'Etat encourage financièrement les familles à s'agrandir.

Certains font observer, en réponse, que le problème des pays riches réside moins dans la taille de leur population que dans leur niveau et leur type de consommation. Si l'on se place sur ce terrain, la réduction de l'alimentation carnée serait sans doute l'un des moyens les plus efficaces pour diminuer l'empreinte écologique à l'intérieur d'un territoire comme le nôtre, sachant toutefois que cette empreinte est en France égale au double de la moyenne mondiale. Pour réduire de manière significative l'empreinte globale de notre pays, il faut agir sur les deux leviers : la consommation et la démographie.

Nous ne sommes plus à l'époque où la puissance d'une nation se mesurait au nombre des soldats qu'elle pouvait rassembler sur un champ de bataille. Nous ne devons pas non

plus espérer résoudre le problème du financement des retraites par l'arrivée sur le marché du travail d'un grand nombre de jeunes précarisés : c'est une politique de fuite en avant, porteuse de fractures sociales et générationnelles. Il faut désormais réfléchir en termes de capacité de charge, ce que les écologues anglophones appellent *carrying capacity* et qui correspond à la taille maximale de population qu'un territoire donné peut supporter sans destruction de ses écosystèmes. Cette taille est aujourd'hui largement atteinte pour la France.

*Cette tribune est cosignée par :*

Démographie Responsable

Ecologie sans frontière

Convention Vie et Nature

Décroissance-MOC

Sea Shepherd (France)

Décroissance Ile-de-France

## **Revenir à une société artisanale**

Georgerouge – 8 mai 2017

Ce n'est pas possible.

Du moins c'est ce que je m'entends répondre, en boucle.

Raison n° 1, et de loin : ce n'est pas possible parce que reconnaître que c'est possible suppose de se placer comme partisan d'une minorité, en opposition avec la majorité, et ça ce n'est pas envisageable, que dis-je, c'est extrêmement anxiogène ! Le confort psychologique d'appartenir à une frange non minoritaire de la population est irremplaçable, non négociable. Tu peux avoir raison 100 fois, si c'est pour s'exclure du groupe tu as tort. Pas besoin d'aller chercher plus loin ! C'est archaïque. La première angoisse, c'est celle de l'exclusion. Voir La logique du symptôme.

Raison n° 2 : avant c'était pire. Exit Les sept plumes de l'aigle, Le serpent cosmique, Le chemin des neuf mondes, De mémoire indienne, Message des hommes vrais au monde mutant, Age de pierre, âge d'abondance, Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes, Face au monstre mécanique, Le développement : histoire d'une croyance occidentale, Quand la misère chasse la pauvreté, La puissance des pauvres, La bonté humaine, Jean Ziegler, Chomsky, etc. Tout ça balayé, oublié, nié. Un véritable autodafé. Avant c'était pire et cette conviction n'est pas négociable, affirmer le contraire est partisan, partial, faux, malhonnête intellectuellement.

Et pourtant ! Le contraire d'une société artisanale, c'est quoi ? C'est poursuivre notre dépendance aux énergies fossiles, c'est poursuivre notre fuite en avant du réchauffement du climat, c'est confirmer notre suicide collectif. Quant à la chimère de la transition énergétique alors que notre système consumériste ne tient que grâce à une *accumulation* énergétique, pour la démonter, cette chimère, il faudrait déjà que l'interlocuteur soit, au

préalable, prêt à accepter l'hypothèse d'un retour à l'artisanat ! Sinon il reste sourd, il n'entend rien.

Seconde impasse : refuser le recours à l'artisanat, donc la continuation de l'extractivisme, c'est, aussi, accepter de poursuivre le pillage du Tiers-Monde, le Franc CFA, le néo-esclavagisme. Et ça ne te pose pas de problème moral ? Ben non, pourquoi ?

Troisième impasse : de toute façon nous arrivons au bout du pétrole peu cher, c'est-à-dire au moment où la mystification de la transition énergétique sera dévoilée par l'accélération de l'effondrement économique, voir les blogs de Mathieu Auzanneau, Benoît Thévard et consorts. Et l'augmentation inéluctable et imminente du coût du baril de brut annonce non pas la fin des trente glorieuses mais la fin du mythe du progrès perfusé aux hydrocarbures : 160 ans de chimère progressiste dont l'histoire, dès le début, était pipée. 1859, forage du premier derrick aux États-Unis. 2019, franchissement du pic de pétrole. Ou 2020. Ou 2018. Ou même 2017. Ou, même, 2016 ! Il avait bien fallu quatre ans à l'Agence Internationale de l'Énergie pour reconnaître que le pic de pétrole conventionnel avait été franchi en 2006 !

[Macron](#) ne l'avait pas prévu. Flûte alors ! Pourtant il est beau gosse !



**[La planète brûle et nous regardons ailleurs](#)**

**Biosphere 11 mai 2017**

Le réchauffement climatique a déjà été largement abordé sur ce blog, vous pouvez

consulter notre rubrique « [effet de serre](#) ». C'est pourquoi nous allons donner la parole aux commentateurs d'un article\* de Stéphane Foucart dont voici l'essentiel : « *Le premier trimestre de l'année 2017 est le deuxième plus chaud jamais enregistré. Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la température moyenne en 2016 a excédé de 1,1 °C les niveaux de l'ère préindustrielle, battant ainsi le record de l'année 2015. Qui elle-même battait le record de l'année précédente. La concentration atmosphérique de CO2 est de plus de 410 parties par million (ppm) – un niveau jamais atteint depuis le pliocène, il y a quelque 2 millions d'années. Le taux atmosphérique de CO2 est demeuré sous 280 ppm tout au long du dernier million d'années. Chaque jour, la perspective s'éloigne un peu plus de pouvoir conserver le climat terrestre sous la barre des 2°C d'augmentation de la température moyenne, par rapport à l'ère préindustrielle.* »

**CYNIQUE DU BON SENS ET RAISON** : En dehors de cet article, Le Monde est terriblement négationniste : aucun lien n'est fait avec les autres thèmes. Mais tout le système médiatique et politique est quasi sourd, aveugle et muet ! Les gens n'ont d'autre horizon que la petitesse de leur intérêt et leur bassesse d'esprit. Macron probablement inclus. Satanée « croissance » !

**LEE PAMPEAST** : Il est clair que l'intensité du réchauffement est un problème majeur. Mais ces alarmes ignorent un autre aspect du cataclysme en cours : sa rapidité. S'il a bien existé des périodes lointaines (Eocène, Crétacé sup.) où le climat terrestre a été chaud, jamais au cours des temps géologiques un changement n'a eu cette brutalité. Ce qui est le plus inquiétant n'est pas ce vers quoi nous allons, mais bien ce que nous sommes en train de vivre : une catastrophe d'une brutalité sans précédent.

**le sceptique @ Lee Pampeast** : Je serai moins catégorique que vous. Il est certain que nous vivons une transition dont le rythme (quelques dizaines à centaines d'années) est bien plus rapide que d'autres dans l'évolution. En revanche, qualifier le phénomène de « catastrophe sans précédent » est moins robuste au plan scientifique, car cela dépend de facteurs incertains (la sensibilité climatique transitoire ie la réponse instantanée aux GES, l'adaptation des sociétés humaines, la gestion des écosystèmes malmenés, etc.).

**Chris @le sceptique** : vous ni personne n'avez la moindre idée de la capacité réelle de notre civilisation à s'adapter à un changement brutal de son environnement (celui dans lequel elle a prospéré). Parier seulement sur notre intelligence et nos technologies est un jeu très risqué. C'est bien une catastrophe, et elle est bien sans précédent. Seulement, elle n'est pas encore là. Patienter encore quelques dizaines d'années, les derniers sceptiques se raviseront.

**Antoine Martin** : Cela serait hypocrite d'en vouloir à nos amis chinois, indiens ou africains qui veulent juste vivre à l'occidentale. En temps que pays développés nous avons comme devoir de montrer qu'un tel mode de vie (consommations, loisirs, etc) est compatible avec l'écologie. Ce n'est pas en étant pour la décroissance et l'interdiction de ce mode de vie que ces pays deviendront « propre » mais grâce aux nouvelles

technologies et aux avancés techniques que l'Homme progresse et fait grandir l'humanité.

**Obéron @ Antoine Martin** : De quelle décroissance parlez-vous donc ? La (dé)croissance doit être sélective, elle n'est pas taboue : nous devons préserver, économiser ce qui nous est vital et que nous sommes incapables de remplacer, diminuer ce qui nous nuit ou plonge une partie d'entre nous dans la misère, la maladie. Consommer moins d'énergie, de viande, de poisson au besoin, cesser de tuer les abeilles. Le reste, la qualité de vie, la culture, l'immatériel, l'abondant, etc., peuvent croître ou être mieux exploités.

**le sceptique @ Obéron** : l'humain veut se nourrir, se loger, se soigner, s'éduquer, se déplacer, s'informer, se divertir. Le satisfaire pour les 4/5e de l'humanité ne vivant pas dans nos sociétés post-industrielles, mais étant désormais informés des niveaux de vie et de protection existant à travers le monde, cela implique une « croissance » mondiale. L'idée que l'on pourrait planifier (« à chacun ses besoins dans le strict respect de l'égalité et du vivant ») n'a jamais mené qu'à d'énormes catastrophes dans l'histoire.

**Obéron @le sceptique** : Il est regrettable qu'en matière d'environnement, un minimum de planification hérisse à ce point les esprits. Sans quotas de pêche, sans gestion de l'eau, c'est le chaos qui s'installe. Un autre type de régulation, plus brutal, vient alors rappeler que des limites naturelles ont été franchies. Ce 1/5ème (ou plus) de l'humanité qui aspire, c'est légitime, à une vie de qualité, ne pourra y parvenir en imitant le modèle du 1/5ème le plus aisé. Un bémol, donc, à la croissance !

**le sceptique @ Obéron** : les quotas de protection d'une espèce ou les interdictions d'activité dans un écosystème protégé ne sont pas la planification centrale de la production d'un pays. On peut y être favorable (sur la base d'une concertation démocratique), cela fait partie des outils de la programmation publique (même les rois de France réglementaient nos eaux et forêts!). Sinon, la stagnation puis décroissance démographique mondiale serait en effet une bonne nouvelle, le natalisme est un non-sens.

**Obéron** : « On sait ce qu'il faut faire pour satisfaire les besoins d'une population nombreuse ». La preuve n'en est pas apportée de façon cinglante, le moins qu'on puisse dire ! La planète se réchauffe, la faim ne disparaît pas, l'eau s'épuise, le poisson. En attendant les progrès promis, ces 9 ou 10 milliards d'humains sont bien une limite qu'on doit s'efforcer de ne pas dépasser : guère le choix, c'est ça ou les conflits à outrance, l'asphyxie collective !

**Naud Bernard** : L'Humanité se désintéresse de son impact écologique planétaire, que se soit pour des questions de profits immédiats, comme les USA, ou pour ne pas freiner une économie qui se développe, comme l'Inde ou certains pays africains... De fait l'Homme met en place sa propre disparition à terme, avec entre temps les famines, inondations, tornades, dues au dérèglement climatique dont il est seul responsable. Aller

faire comprendre cela à un cow boy comme Trump..

**jacofee** : Comme disait la Roseline Bachelot des Guignols « on s'en fout, on s'ra tous morts! »

\* LE MONDE du 10 mai 2017, *Tous les indicateurs du réchauffement climatique sont au rouge*

## **L'humanité pèse trente mille milliards de tonnes**

11 mai 2017 / Élisabeth Schneiter Reporterre



Si l'humanité disparaissait demain, elle laisserait derrière elle trente mille milliards de tonnes d'objets et constructions. La « technosphère » pèse ainsi environ 50 kg par mètre carré de la planète, selon le calcul étonnant réalisé par des scientifiques.

L'information est passée il y a quelques mois, mais sans attirer l'attention. Elle nous paraît si lourde de sens qu'on a voulu y revenir. Une équipe internationale réunie autour de trois géologues de l'université de Leicester, en Grande-Bretagne, a évalué fin 2016 la masse de la « technosphère », c'est-à-dire de toutes les structures que les humains ont construites pour se maintenir en vie : maisons, usines et centres commerciaux, ports et aéroports, routes, systèmes informatiques, monuments divers, décharges...

« Mesurer la technosphère est une façon d'appréhender les extraordinaires changements réalisés par l'homme, qui affectent la planète Terre. Contrairement à la biosphère, la technosphère a très peu de capacités à recycler ses propres matériaux, facteur qui pourrait affecter son évolution future, ou l'arrêter complètement », explique le professeur Zalasiewicz, l'un des trois principaux auteurs de l'étude, qui a consacré une grande partie de sa carrière à l'étude de l'anthropocène, et à l'influence sur la planète de substances créées par l'homme, par exemple les isotopes plastiques et radioactifs provenant des essais d'armes nucléaires.

« **Une empreinte profonde laissée sur notre planète** »

« *Il n'y a pas que sa masse*, observe le professeur Colin Waters, un autre chercheur, *la*

*technosphère comprend une énorme gamme d'objets matériels, de simples outils, pièces de monnaie, stylos à bille, livres et CD, ordinateurs et smartphones sophistiqués... Déposés dans des strates, ils deviendront les "technofossiles" qui aideront nos successeurs sur Terre à caractériser et à décrire l'anthropocène. »*

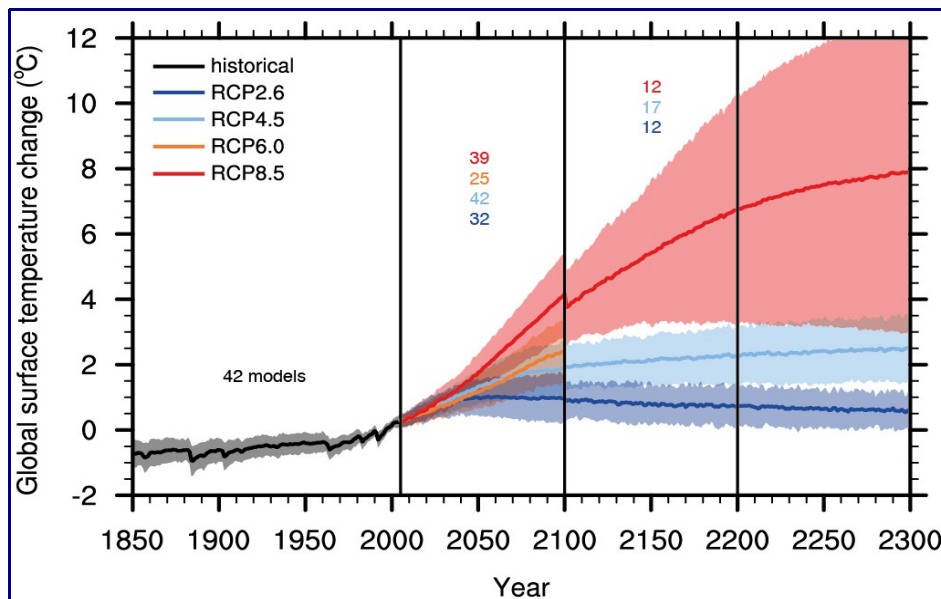
L'étude suggère que si les technofossiles étaient classés comme des fossiles normaux par des paléontologues en fonction de leur forme et de leur texture, le nombre de types individuels actuellement sur la planète atteindrait probablement un milliard ou plus, dépassant ainsi largement le nombre d'espèces biologiques actuellement vivantes.

Le professeur Zalasiewicz ajoute : « *La technosphère est peut-être géologiquement jeune, mais elle évolue avec une vitesse folle, et a déjà laissé une empreinte profonde sur notre planète. »*

## **- 40% de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030, est-ce vraiment suffisant ?**

Par [Vincent Rondreux](#) Publié le 1<sup>er</sup> octobre 2014

L'un des objectifs directeurs du projet de loi relatif à la transition énergétique "pour la croissance verte", est de réduire de 40% à l'horizon 2030 les émissions françaises de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Différents calculs montrent qu'on gagnerait à porter l'ambition à - 55% au moins, en particulier dans la perspective du sommet sur le climat de Paris fin 2015, celui-ci devant déboucher sur un accord mondial contraignant pour limiter à +2°C le réchauffement global depuis l'ère préindustrielle. Question également de respect pour les générations à venir.



Etudié à partir de ce 1er octobre à l'Assemblée nationale, le « projet de loi relatif à la

transition énergétique pour la croissance verte » va engager la France pour plusieurs dizaines d'années. L'un de ses principaux objectifs généraux est de « réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 » et de les diviser par quatre entre 1990 et 2050 (ce qui revient à une baisse de 75%).

Si cet objectif de -40% à l'échéance 2030 est réputé faire « consensus » depuis qu'il a été annoncé par le président François Hollande lors de la Conférence environnementale de 2012, sera-t-il pour autant suffisant en termes d'efficacité et d'ambition, notamment dans la perspective de la conférence sur le climat qui sera accueillie fin 2015 en France, et qui affiche la volonté de mettre en place un accord mondial contraignant en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre de sorte que l'on ne dépasse pas +2°C de réchauffement global depuis le début de l'ère industrielle ? Plusieurs calculs montrent que, pour [faire vraiment preuve d' « excellence » et montrer la voie comme il a été promis](#), on gagnerait à avoir une ambition de l'ordre de - 55% au moins.

### **Pour la planète – 40% de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030, c'est – 54% entre 2012 en 2030**

1- Selon le rapport officiel 2014 de la France (1), nous sommes passés dans ce pays (hors utilisation des sols et forêts) de 560 millions de tonnes équivalent CO2 d'émissions de gaz à effet de serre en 1990, à 496 millions en 2012, soit une baisse de 11,4% (-22% par habitant). Sur cette base, notre objectif de -40 % en 2030 par rapport à 1990 reviendrait à émettre à cette date au maximum 336 millions de tonnes équivalent CO2. Cela représente un effort de -32,3% par rapport à 2012.

Au niveau mondial cependant, une baisse équivalente (-40% entre 1990 et 2030) impose à la planète une réduction d'au moins 54% par rapport aux émissions globales de 2010, selon les chiffres de la [base de données européenne EDGAR](#) (38,3 milliards de tonnes équivalent CO2 émises en 1990 contre 50,1 milliards en 2010). Questions: Comment dès lors demander aux autres d'appliquer une telle baisse sans s'y engager soi-même ? Comment expliquer aux Chinois qu'ils devraient faire [les mêmes efforts par habitant que les Français](#) alors que nos progrès depuis 1990 sont en partie issus de l'explosion de leurs émissions durant la même période ([près de 300%](#)) ?

### **Faire un effort de -40% en 40 ans (1990-2030), c'est obliger la génération suivante à faire un effort de -60% en 20 ans (2030-2050)**

2- Si nous réduisons nos émissions de GES de 40% en 2030 par rapport à 1990, nous passerons donc d'un indice 100 en 1990 à un indice 60 en 2030, avec pour objectif un indice 25 en 2050 (division par 4 des émissions par rapport à 1990). Conséquence: en décidant de faire un effort de -40 % en 40 ans (passage de l'indice 100 à l'indice 60) et de -75% entre 1990 et 2050 (passage de l'indice 100 à l'indice 25), on lègue à la génération suivante l'obligation de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 60 % entre 2030 et 2050 (passage de l'indice 60 à l'indice 25), c'est-à-dire en 20 ans... Et cela alors que le monde sera de plus en plus contraint par la problématique

énergie-climat.

### **Les premiers efforts sont les plus faciles à réaliser**

3- Comme nous vivons encore actuellement toujours dans une sorte de gabegie énergétique, les premiers efforts seront mécaniquement les plus faciles à faire. Ceux de 2030 devraient être au moins pour partie assez différents...

### **Accord climat 2015 de Paris: quelques hypothèses d'objectif global**

4- Le Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) souligne dans son rapport 2013-2014 que pour conserver une chance de rester dans la limite de +2°C de réchauffement global depuis l'ère préindustrielle, nous ne pouvons plus émettre pour le restant du siècle qu'environ 270 milliards de tonnes d'équivalent carbone (GTC) de CO<sub>2</sub> à partir de 2012. Nous en émettons actuellement plus de 10 par an (10,8 pour 2013).

Ce stock de 270 GTC de CO<sub>2</sub> (très inférieur au potentiel d'émissions du total des réserves prouvées d'énergie fossile) ne représente que 27 ans d'émissions sur la base de 2012, donc à peine de quoi aller jusqu'en 2040. Selon Jean Jouzel, vice-président du GIEC, cette situation nous impose de diviser les émissions humaines de gaz à effet de serre par trois entre 2020 et 2050 à l'échelle de la planète (mais bien plus pour les pays industrialisés).

Faisons donc l'hypothèse que l'accord climat de Paris -qui ne rentrera en application qu'en 2020- ait pour objectif d'émettre en 2030 deux fois moins de CO<sub>2</sub> qu'en 2012, soit 5 GTC, et qu'on arrive vers 2020 à un maximum mondial d'émissions annuelles de l'ordre de 11-12 GTC, ce qui est très optimiste. Dans ce cas, en atteignant l'objectif de -50% en 2030, nous aurons quand même peu ou prou émis entre 2012 et 2030, 160 GTC (dont 80-90 GTC d'ici 2020). Le « réservoir virtuel » afficherait donc alors environ 110 GTC de réserve pour arriver à zéro carbone avant la fin du siècle, soit une vingtaine d'années des émissions de 2030.

Imaginons maintenant que l'objectif 2030 de l'accord devant être signé l'année prochaine soit une baisse globale de 30% des émissions par rapport à 2012 (c'est à peu près l'ambition de la France par rapport à ses émissions de cette année là) et qu'on arrive encore à stabiliser les émissions mondiales d'ici 2020 à 11-12 GTC de CO<sub>2</sub>. Il resterait alors une réserve d'environ 90 GTC à émettre en 2030 pour arriver à zéro carbone avant la fin du siècle, soit 13 ans des émissions 2030 (7 GTC). Si l'ambition baissait à -20%, la réserve afficherait seulement 11 ans des émissions de cette année là. Avec une ambition de -10%, la réserve tomberait à 80 GTC environ pour moins de 10 ans d'émissions...

### **Jusqu'à près de 20% d'incertitude dans les mesures des émissions**

5- L'objectif de -40% d'émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030 ne prend pas en compte les risques liés aux incertitudes actuelles de l'évaluation de nos

émissions. Selon le rapport officiel 2014 de la France (1), “l’incertitude sur les émissions (pouvoir de réchauffement global –PRG- total) hors UTCF (utilisation des sols et forêts) pour l’année 2012 est de plus ou moins 16,7% en niveau d’émission”. Ainsi, les émissions totales 2012 des six gaz à effet de serre “directs” sont évaluées pour la France à 496 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, mais pour une fourchette allant de 413 à 579 millions de tonnes. [L’incertitude dépasse 19% si les émissions liées à l’utilisation des sol et aux forêts sont incluses](#). Dans les deux cas, l’incertitude est plus importante que les progrès officiellement affichés depuis 1990.

### **Et si on prenait en compte la déplétion pétrolière ?**

6- L’objectif de -40% ne prend pas en compte le [pic pétrolier](#) mondial. Sauf si l’on utilise toujours plus intensément du charbon malgré la contrainte climatique -ce qui n’est en fait pas du tout exclu- la déplétion pétrolière issue du pic que nous passons actuellement, va elle-même favoriser une réduction des émissions (du moins celles qui sont issues des produits pétroliers), mais avec par ailleurs des conséquences subies, surtout si on ne l’anticipe pas.

(1) [Rapport national d’inventaire pour la France au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#).

## **After parisien**



**James Howard Kunstler**  
[Kunstler.com](#)

**Publié le 11 mai 2017**

Première erreur : les maîtres-chiens d’Emmanuel Macron ont joué l’*Ode à la joie* de Beethoven plutôt que l’hymne national de la France lors de son rassemblement de victoire électorale. Réjouissons-nous qu’ils n’aient pas joué *Deutschland Über Alles...* Les tensions demeurent en zone euro : le chômage des jeunes de plus de 20%, les trous bourrés de papier dans les bilans des banques européennes, et la contraction implacable de l’activité économique, notamment le long de la frontière sud de l’Union.

Le choc des civilisations apporté par la surabondance de réfugiés que s’est auto-imposée l’Union européenne flotte au-dessus du continent tel un hijab. L’absence de violences terroristes en période d’élections ne devrait rassurer personne. Les intérêts des djihadistes reposent certainement dans la poursuite du statu quo et de ses fantaisies sentimentales de multiculture – *pourquoi ne pouvons-nous simplement pas vivre ensemble ?* – c’est pourquoi En Marche ! était très certainement leur meilleur pari. Le Pen aurait pu les forcer à reculer. Macron, quant à lui, semble vouloir brasser les antagonistes islamiques dans un bain nutritif à la sauce Hollandaise.

La sclérose de l’Europe est garantie. Mais ce sont les événements qui sont désormais en charge, pas les représentants élus. Le destin économique de l’Europe pourrait être déterminé par des forces très éloignées de sa sphère de contrôle, comme la Chine, dont

le système bancaire artificiel sera certainement le premier à s'effondrer pour déclencher une réaction en chaîne de démolition financière incontrôlée. Tout ne dépendra principalement que de la stabilité des devises.

Le problème étant que ces dernières sont rattachées à des attentes illusoire d'expansion économique. Sans cette expansion, le versement des intérêts de la dette monumentale du monde devient une impossibilité. Et le petit jeu qui consiste à émettre toujours plus de dette pour rembourser les intérêts de l'ancienne ne peut plus se poursuivre. Une fois de plus, la relation dynamique entre la création de capital et les dilemmes de l'industrie pétrolière se tapit derrière les échecs de l'économie. Dans le cas où une crise de remboursement de la dette se développait, les gouvernements ne sauraient pas quoi faire d'autre qu'imprimer toujours plus d'argent. Et cette fois-ci, ils ne manqueraient pas de détruire complètement la confiance en la valeur de leur « monnaie ».

Je mets « monnaie » entre guillemets parce que les dollars, les euros, les yuans et les yens n'ont pas plus de valeur que celle que leur accordent les gens, et sont mesurés contre des indices de valeur de plus en plus fictionnels tels que les taux d'intérêt, les marchés boursiers et obligataires, les chiffres de l'emploi et du PIB publiés par les gouvernements, et d'autres indices de références si truqués par les autorités qui les émettent que l'avertissement vénérable du vieux Karl Marx se réalisera bientôt pour *tout faire se transformer en air*.

Que ce soit clair, je ne suis pas favorable au chaos politique et à l'anarchie économique, mais cela semble être la voie qu'ont choisi de suivre les fonctionnaires Deep State à l'échelle du monde. Les protocoles financiers de l'ère industrielle, qui nous ont permis d'emprunter à l'avenir pour permettre à l'entreprise d'aujourd'hui de perdurer, ont perdu de leur élan. La très courte et pratique théorie de l'Histoire s'applique ici : *les choses se passent parce qu'elles semblent être une bonne idée au moment présent*.

Faire flamber le crédit a pu sembler être une bonne idée tout au long du XXe siècle, et il est vrai qu'il nous ait permis d'établir une matrice économique basée sur une énergie peu chère qui, hélas, n'est plus. Ce qui reste aujourd'hui n'est que le prétexte illusoire que les protocoles avec lesquels nous sommes familiers continueront de fonctionner comme par magie. Les déceptions perdront bientôt une échelle épique, et pourraient voir arriver sur le devant de la scène des personnages politiques pires encore que Trump et Le Pen. Sachez toutefois que ce que vous percevez comme le roulement de tambours du nationalisme n'est que la première étape d'un bien long voyage hors de l'économie globalisée, qui nous mènera finalement vers des autarcies locales que les mandarins actuels du statu quo peuvent à peine s'imaginer.

Ce long voyage a déjà commencé, bien que ni le public ni ses dirigeants élus ne s'en soient aperçus. La première étincelle de compréhension apparaîtra au cours des prochains mois, quand la fable de la monnaie et de la croissance se défera et que les chefs politiques ne pourront plus rien faire que se tenir debout à côté, la mort dans l'âme à l'idée que le monde ait osé avoir l'impertinence de changer sans leur permission.

## SECTION ÉCONOMIE



### **Philippe Béchade: Séance du Mercredi 10 Mai 2017: « Les marchés sont cliniquement morts ! »**

Publié le 10 mai 2017 à 16:00:24 par Tiger54 / 2 commentaires / 816 Vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du... Lire la suite



### **La « finance de l'ombre » a encore enflé au niveau mondial**

Publié le 11 mai 2017 à 13:00:43 par Tiger54 / 1 commentaire / 0 Vues

Le « shadow banking », la finance parallèle peu ou pas régulée, atteint 92.000 milliards de dollars fin 2015, selon le rapport du Conseil de... Lire la suite



### **Bill Bonner: High-tech : Le prochain krach**

Publié le 11 mai 2017 à 11:00:52 par Tiger54 / 3 commentaires / 0 Vues

La surévaluation des valeurs hi-tech est plus importante encore qu'en 2000. Avec le crédit presque gratuit, la rentabilité ne préoccupe plus personne. Cette... Lire la suite



### **Toyota: premier recul du bénéfice net en cinq ans, nouvelle baisse attendue**

Publié le 11 mai 2017 à 10:00:35 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Le géant automobile japonais Toyota, malmené par le regain du yen, a annoncé mercredi un recul de son bénéfice net en 2016/17 pour la première fois en cinq ans, et il... Lire la suite



### **Mexique: Ay, caramba ! inflation au plus haut depuis 2009**

Publié le 11 mai 2017 à 06:00:32 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

L'inflation au Mexique a augmenté en avril de 0,12% sur un mois et de 5,82% sur un an, son plus haut niveau depuis 2009, a annoncé mardi l'Institut national des... Lire la suite



### **Standard Life et Aberdeen Asset Management prévoient de supprimer 800 emplois**

Publié le 11 mai 2017 à 05:00:58 par Tiger54 / 2 commentaires / 13 Vues

Standard Life et Aberdeen Asset Management prévoient de supprimer 800 emplois, soit près de 10% de leurs effectifs réunis, dans le cadre de leur projet de fusion à 11... Lire la suite

# Des similarités troublantes avec 2007 ou début 2000

Par **Or-Argent**- Mai 11, 2017

*Article de Graham Summers, publié le 9 mai 2017 sur [gainspainscapital.com](http://gainspainscapital.com)*

**Les marchés grimpent ? Vraiment ? Le nombre de sociétés du S&P 500 dont le titre évolue au-dessus de leur moyenne mobile à 200 jours a basculé. Pour dire les choses simplement, le marché, dans son ensemble, ne valide pas ce mouvement.**

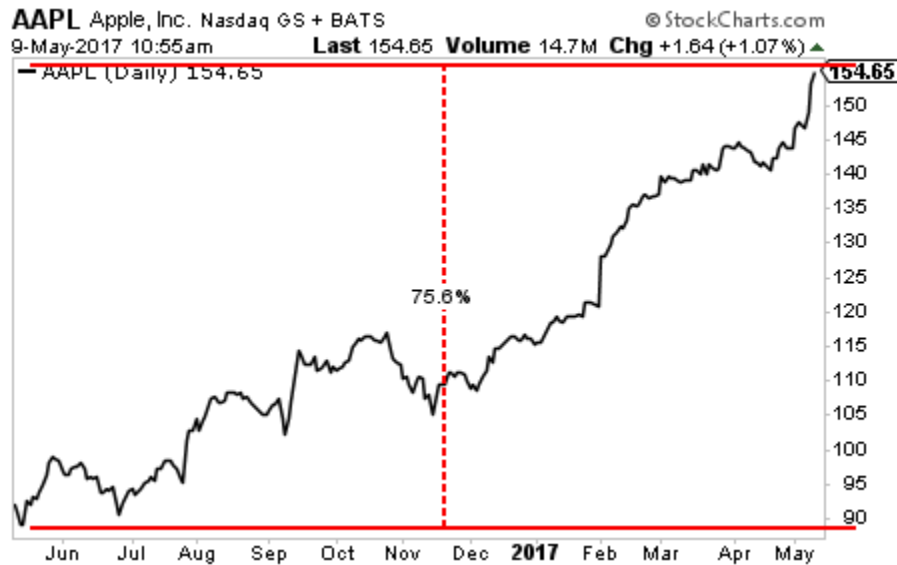


Dans sa globalité, le marché est en train de perdre son souffle, mais les indices continuent de grimper, comment cela est-il possible ? Tout simplement parce que le marché est porté à bout de bras par une petite poignée de sociétés technologiques. Ces entreprises sont **Apple**, **Amazon**, Microsoft et Alphabet.

Ce sont les entreprises les plus populaires de la planète, tous les gestionnaires, et même la Banque nationale suisse, les achètent à tour de bras.

Si vous ôtez ces sociétés du **S&P 500**, cet indice est en baisse. En quoi est-ce important ? Car les fondamentaux de ces entreprises sont en train de se retourner. La communauté des investisseurs courra bientôt à la recherche de la porte de sortie.

Prenons Apple, par exemple. Les ventes de son produit phare, l'iPhone, ont commencé à baisser il y a un an. Elles ont baissé durant trois des quatre derniers trimestres sur base annuelle. Pourtant, durant cette période, la valeur de l'action a augmenté de façon incroyable, de **75 %**.



Donc, on a le titre Apple qui a progressé de 75 % tandis que les ventes de son produit phare baissent, et que son chiffre d'affaires des 12 derniers mois est inférieur aux résultats de 2015. Et c'est cette société, ainsi que quelques autres, qui soutient l'intégralité du marché.

Nous sommes à nouveau dans la situation que nous avons connue à la fin 2007... ou au début de 2000, tout dépend de votre point de vue. Nous savons tous comment cela s'est terminé dans les deux cas. (...)

## **« Je m'attends à une chute du marché boursier d'au moins 90%, comme après 1929 »**

**Egon Von Greyerz Le 10 Mai 2017**



« *C'est la nouvelle normalité !* » a déclaré un conseiller professionnel lors d'une récente conférence sur la gestion patrimoniale à Londres, alors que je venais de souligner les risques globaux causés par les bulles de crédit et d'actifs.

C'est ce qui fait peur quand une économie est à son plus haut. Le pic d'optimisme et le pic du prix des actifs vont de pair. Je n'ai pas connu le krach de 1929 ou la Grande

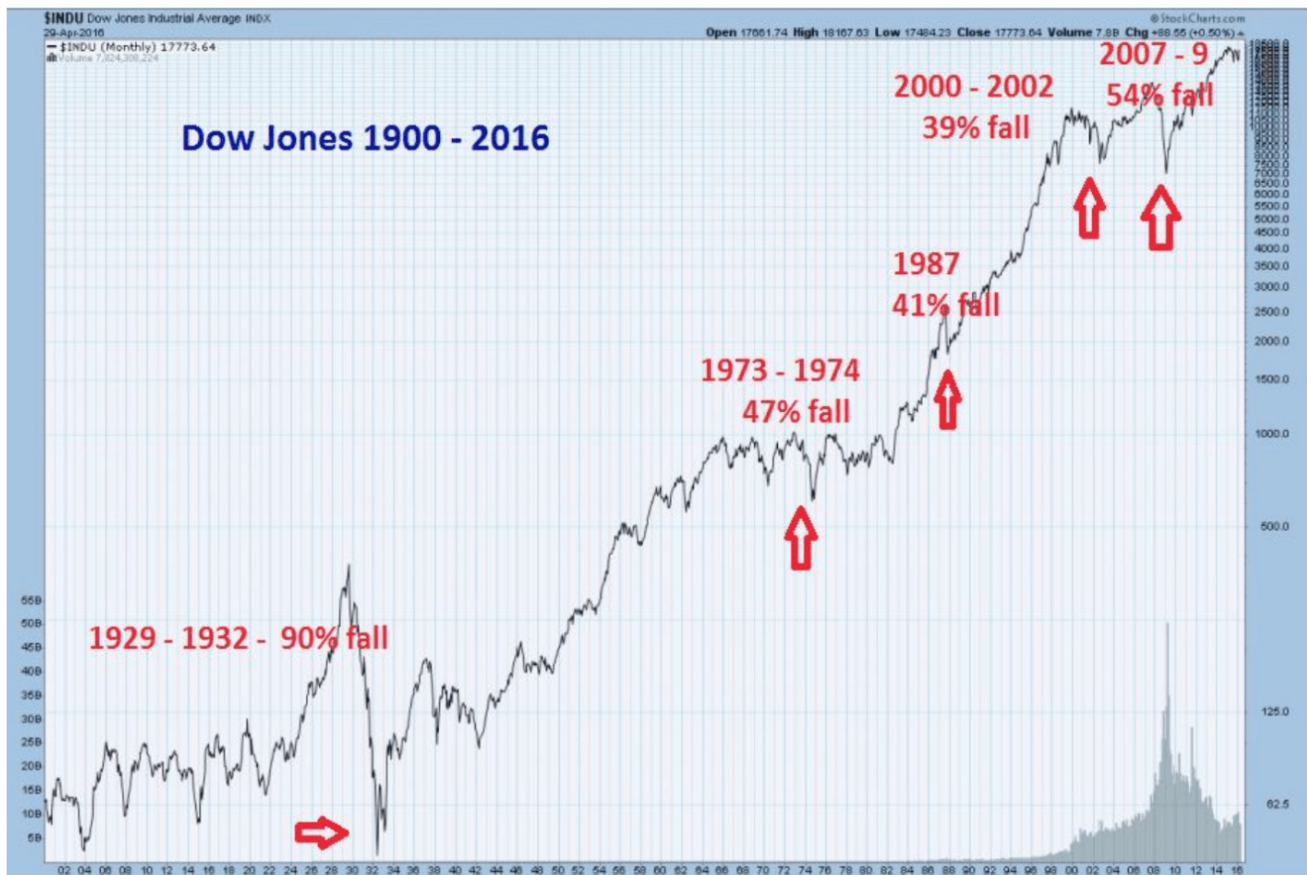
dépression, mais quelques citations de l'époque expriment bien l'euphorie qui accompagne un pic du marché :

« *Nous, en Amérique, sommes aujourd'hui plus près du triomphe final dans la lutte contre la pauvreté que n'importe quel autre peuple au cours de l'histoire. Les taudis disparaissent de notre société* » Edgar Hoover, en 1928.

“*Il n'y a aucune raison de s'inquiéter. La marée haute de la prospérité va se poursuivre.*” Andrew Mellon, secrétaire du Trésor, septembre 1929.

Nous savons tous ce qui est arrivé. Le 29 octobre 1929, le Dow Jones s'est effondré, et il a atteint son plus bas en 1932, après une chute de 90%. S'ensuit une sévère dépression aux États-Unis. « **Aucune raison de s'inquiéter !** », « **Nouvelle normalité !** »... l'optimisme humain ne connaît pas de limite.

### A MATURE AND OVEREXTENDED STOCK MARKET



### La bourse grimpe toujours !

En regardant le graphique du Dow Jones ci-dessus, on voit que toutes les corrections – à l'exception de 1929 – semblent mineures, en raison de la nature exponentielle du graphique. Mais lorsque vous êtes en plein dedans, une chute de 40% ou 50% peut être dramatique et douloureuse. Nous devons nous rappeler que les chutes du marché sont totalement inattendues, que ce soit par les investisseurs, les gouvernements et les

économistes.

Quiconque jette un coup d'œil sur le graphique ci-dessus pourrait dire que le Dow Jones est dans une tendance haussière à long terme – alors, l'expression « la bourse grimpe toujours » semble juste. Le seul problème est que les corrections peuvent faire très mal et anéantir plusieurs investisseurs. Vous pourriez attendre très longtemps avant de récupérer vos pertes. Par exemple, après le pic de 1929, il a fallu 25 ans au marché pour recouvrer ses pertes.

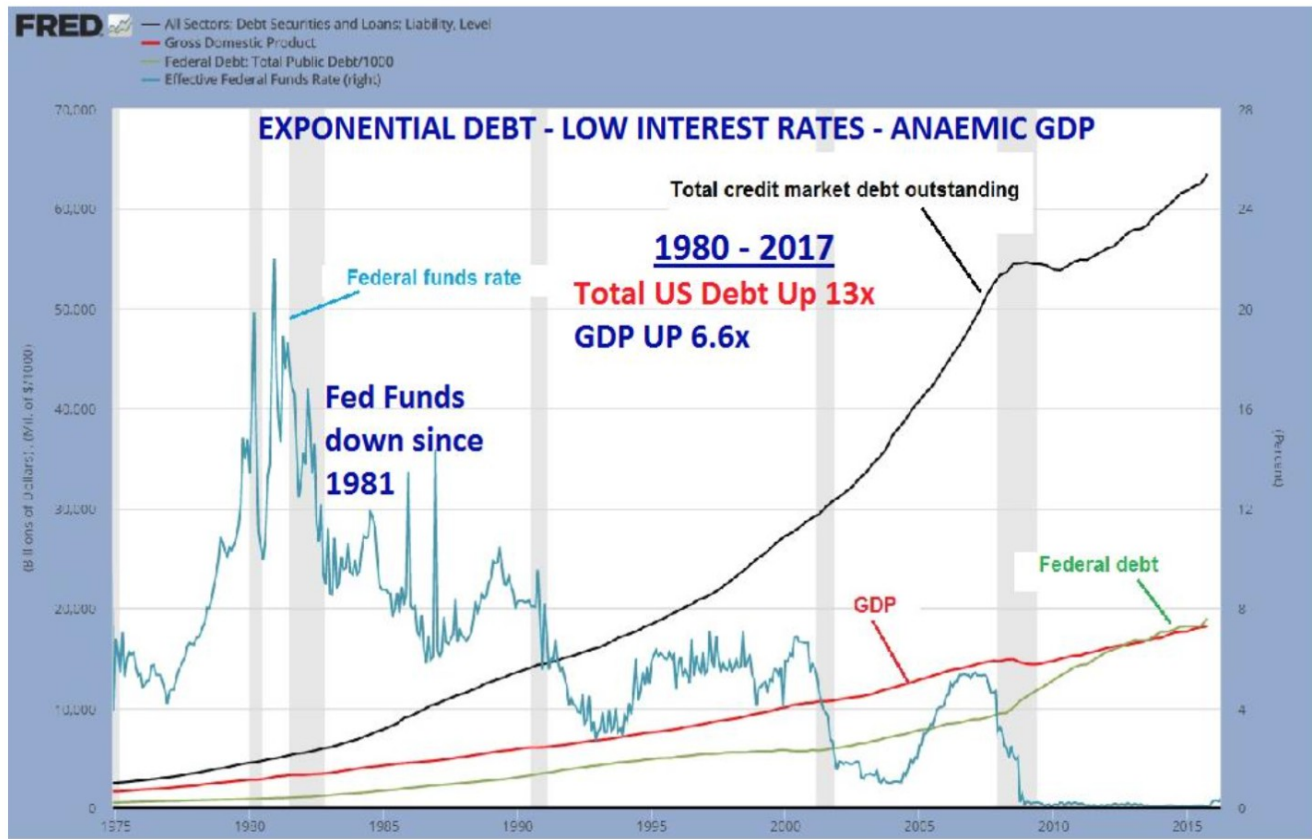
Une chute du Dow Jones de 50% serait tout à fait normale. Cela nous ramènerait aux niveaux de 2000-2010. Mais, à cause de l'extension excessive de ce marché qui carbure à la dette, **je m'attends à une chute d'au moins 90%, comme après 1929. Cela ramènerait l'indice aux alentours du niveau de 2 000, comme en 1987.**

Vieillir n'est pas toujours un avantage, mais cela vous apporte beaucoup d'expérience. J'ai été aux premiers rangs de chaque chute majeure du marché depuis le début des années 1970. En 1972, j'ai rejoint Dixons, un détaillant photographique britannique. Mes premières options valaient 132 *pence*. Au plus bas du marché, en 1974, l'action était tombée jusqu'à 9 *pence*, une chute de 93%. Heureusement, étant jeune, je n'avais pas grand chose à perdre, mais j'ai quand même acheté d'autres actions à 11 *pence*. Dixons réalisait toujours des bénéfices, et son bilan était solide. Il faut dire que l'action avait un facteur *beta* élevé (bouge plus vite que le marché). Mais nous avons survécu aux chocs, à une crise du pétrole et à une grève des mineurs de charbon qui a fait que les magasins ne disposaient que de trois jours d'électricité par semaine. Onze ans plus tard, nous avons réussi à faire de Dixons une société du FTSE 100, le plus grand détaillant électrique et électronique du Royaume-Uni. Tout comme les gens croient aujourd'hui que le marché haussier actuel durera toujours, on pensait, en 1974, que la dépression ne finirait jamais.

### **Le Dow Jones n'a plus de carburant**

La plus grande probabilité, en observant la tendance haussière du Dow Jones et d'autres marchés, est qu'elle durera pour l'éternité, malgré quelques corrections temporaires. Mais cette conclusion ne prend pas en compte la manière dont cette montée en flèche météorique s'est effectuée. L'explication est simple. Depuis la création de la Réserve fédérale en 1913, il y a eu une explosion du crédit et de l'impression monétaire. Cela a été le moteur principal de tous les marchés d'actifs, incluant les actions, les obligations et l'immobilier. L'abandon de l'adossement du dollar à l'or par Nixon, en 1971, a vraiment fait démarrer la postcombustion car, par la suite, la dette et l'inflation ont crû de manière exponentielle.

## THE GAP BETWEEN DEBT AND GDP IS UNTENABLE



Le graphique ci-dessus dépeint un tableau très noir. La machine économique américaine fonctionne sans carburant, tandis que la dette grimpe de façon exponentielle et que le PIB ralentit, malgré des taux d'intérêt frôlant zéro. Le PIB annualisé pour le premier trimestre 2017 est de 0,2%... je ne serais pas surpris de voir la croissance descendre à zéro ou devenir négative, d'ici le quatrième trimestre. L'écart grandissant entre la dette totale et le PIB est extrêmement dangereux. **Avec un PIB qui a besoin d'une injection continue de stimulants, appelés le crédit, nous savons que le patient est en phase terminale.**

L'économie américaine est arrivée à un point où il faut plusieurs dollars de crédit additionnel pour produire un seul dollar de PIB. À cause de l'état anémique de l'économie américaine, les réductions d'impôt, si elles sont adoptées, ne feraient qu'augmenter le déficit, sans générer une quelconque croissance.

Que peuvent faire Donald Trump ou la Fed pour sauver la situation ? Pas grand-chose ! L'impression monétaire n'a pas fonctionné, l'endettement record n'a que temporairement évité l'effondrement total du système financier, et les taux d'intérêt à leurs plus bas historiques laissent très peu de marge de manœuvre.

### **La Fed n'a pas de politique... Elle réagit aux événements**

Le problème avec la Fed est qu'elle n'a aucune politique. La Fed n'a jamais anticipé une

hausse ou un déclin économique. Elle réagit aux événements et a toujours un peu en retard. Elle baisse les taux après que l'économie se soit affaiblie, et elle réagit aux événements, comme les chutes boursières.

Le graphique ci-dessous nous montre quatre exemples où la Fed a baissé les taux en réaction à une chute du marché boursier. Depuis 2008, la Fed a gardé les taux à zéro pendant huit ans et a commencé à les relever trop tard. L'économie américaine réelle décline à nouveau, et la Fed pense qu'elle pourra procéder à deux nouvelles hausses cette année. À court terme, il semble plus probable que les taux baissent.

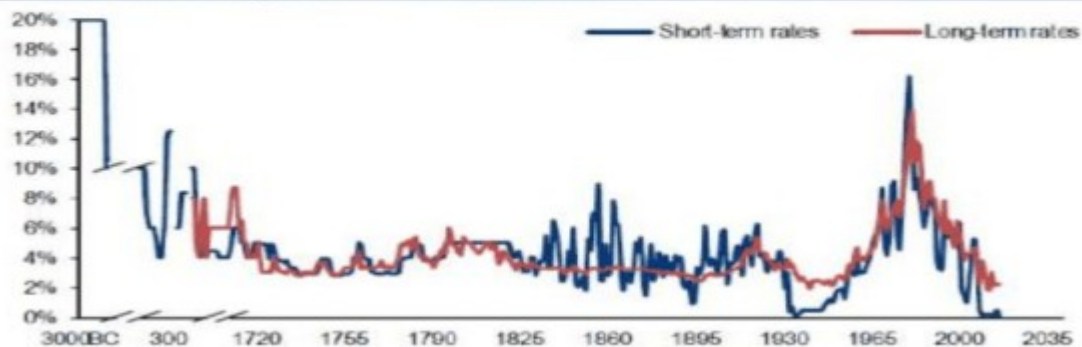


## Les banques centrales vont perdre le contrôle des taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sont à des plus bas en 5 000 ans, et ne peuvent bouger que dans une seule direction, à moyen et long termes; vers le haut, bien sûr. Comme le système financier sera sous pression dans un avenir proche, l'impression monétaire reprendra de plus belle et les devises, surtout le dollar, seront également mises sous pression. Cela provoquera l'explosion de la bulle obligataire, et les investisseurs vendront les bons à long terme. Lorsque les taux à long terme augmenteront, les banques centrales perdront le contrôle des taux à court terme, ce qui mènera à des taux systématiquement élevés. J'ai connu des taux de 15-20% au Royaume-Uni dans les années 1970. Mon premier prêt était à 21%... il n'y a pas beaucoup d'emprunteurs hypothécaires qui pourraient se permettre de tels taux aujourd'hui. Je suis convaincu qu'à mesure que l'inflation gagnera du terrain, les taux seront à nouveau supérieurs à 10%, voire plus haut, dans les années à venir. Plusieurs taux iront vers l'infini, vu que les obligations n'auront plus de valeur.

## INTEREST RATES ARE AT 5,000 YEAR LOWS

Chart 8: The 5000-year low in interest rates



Source: BofA Merrill Lynch Global Investment Strategy, Bank of England, Global Financial Data, Homer and Sylla 'A History of Interest Rates', (2005)

### La plupart des actifs se vendront à -90% et plus – Mesurés en Or

Revenons à cette « nouvelle normalité ». Difficile de croire que les valorisations que nous observons aujourd'hui sur les marchés de la technologie diffèrent de celles attribuées entre 2000 et 2002, lorsque le Nasdaq s'est effondré de près de 80% et que plusieurs compagnies technologiques ont fait faillite. Je me souviens particulièrement bien de cette période, car j'étais impliqué dans une société de commerce électronique. À la fin de 1999, j'ai dit à mon ami, le fondateur, qu'il fallait absolument vendre la société pour du cash ou des actions, sans restrictions à la revente. Les valorisations à l'époque étaient de dix fois les ventes, ce qui n'avait aucun sens. Aucune compagnie de ce secteur ne faisait de profits... Nous avons réussi à vendre la société à bon prix à une société de Hong Kong cotée sur le Nasdaq. Comme d'autres, cet acheteur a fait faillite dans les années suivantes.

**Plusieurs compagnies de la Silicon Valley sont aujourd'hui dans une situation similaire : valorisations très élevées, flux financiers négatifs, et aucun bénéfice. Selon moi, nous aurons un effondrement pire qu'en 2000. Les grandes sociétés du Nasdaq sont dans une bulle, lorsqu'il est question de valorisations. Apple à 770 milliards \$, Google à 648 milliards \$, Microsoft à 533 milliards \$, Amazon à 450 milliards \$, et Facebook à 433 milliards \$. Ces cinq sociétés sont valorisées à 2 800 milliards \$ : c'est deux fois le PIB de la Russie, et 42% (71 000 tonnes) de tout l'or jamais produit. Je sais ce que je préfère... non, pas la Russie, mais l'or. Parce que d'ici quelques années, la valeur de ces cinq sociétés aura décliné d'au moins 90% par rapport à l'or, ce qui signifie qu'elles pourront être achetées pour moins de 6 800 tonnes d'or à ce moment-là. Ce transfert massif de richesse sera un choc pour la plupart des investisseurs.**

Source: [goldbroker](#)

# Épargne : attention, la pierre ne vaut pas l'or !

Publié par [Philippe Herlin](#) | 11 mai 2017

<https://www.goldbroker.fr/actualites/epargne-attention-la-pierre-immobilier-ne-vaut-pas-or-physique-1120>

Les actifs réels prennent de plus en plus de poids dans les stratégies d'épargne, deux raisons fondamentales l'expliquent :

- La baisse des rendements des placements financiers sous l'effet de la généralisation des taux d'intérêts nuls ou négatifs;
- Le risque de confiscation de son épargne par les banques (en vertu de la [directive BRRD](#)) ou par les compagnies d'assurance (en vertu de la [loi Sapin 2](#)).

Par "actif réel" les épargnants pensent d'abord à l'immobilier et à l'or, les autres catégories (œuvres d'art, voitures de collection, terrain agricole, etc.) requérant une expertise pointue, une connaissance qui ne s'improvise pas. La débanclarisation profite donc à ces deux actifs, en volume le premier étant loin devant le second.

L'immobilier et l'or sont souvent associés par les épargnants, cependant avec beaucoup de confusion. D'abord nombre d'entre eux pensent détenir de l'or quand leur banquier leur achète de l'or papier (des ETF ou des actions de sociétés minières), ce qui se révèle une tragique erreur. Seul l'or physique que l'on détient en propre est digne d'intérêt, le reste n'est qu'un produit financier soumis à des aléas divers, jusqu'à la faillite en cas de crise financière ou bancaire.

D'autre part, l'épargnant a tendance à mettre sur le même plan la pierre et le lingot comme indestructible garant de son argent, il s'agit ici aussi d'une confusion. Un actif immobilier est un bien *spécifique*, on achète tel ou tel appartement, avec tous les risques que cela comporte. Si des malfaçons apparaissent, si le quartier est délaissé, si des dealers s'installent dans le hall, son prix de marché s'en ressentira négativement. En fait chaque acquisition constitue un pari, le prix au mètre carré n'étant qu'une référence moyenne. Au contraire, l'or est un bien *générique*, il est le même partout, un lingot est un lingot, au prix identique dans le monde entier, il n'y a pas de surprise. Le risque spécifique (l'expression vaut pour les actions) n'existe pas.

Conséquence logique de son caractère générique, l'or est *divisible*, on peut acheter des lingots, des lingotins, des pièces et ainsi revendre ce que l'on veut, alors qu'on ne peut pas vendre la moitié d'un appartement. Les biens immobiliers ne sont pas fongibles, à moins de détenir une grande quantité de studios, deux pièces, trois pièces dont on peut, à ce moment-là, revendre un pourcentage précis, mais les sommes en jeu sont d'un autre ordre. Enfin, suite naturelle de ces caractéristiques, l'or est *liquide*. Il s'agit d'un investissement à long terme, mais en cas de pépin des lingots ou des pièces se vendent en 24 heures alors que le délai pour un appartement se compte en mois, quand tout va bien.

Il faut aussi tenir compte de la dimension fiscale et réglementaire : l'or étant considéré comme un placement, et seulement cela, il est soumis à la taxe sur la plus-value exactement comme les autres actifs financiers, ni plus ni moins. Au contraire, le logement étant un enjeu politique fort, les gouvernements, quels qu'ils soient, lancent de nouvelles lois, légifèrent, réglementent, taxent, ce qui crée une instabilité juridique et fiscale permanente, il s'agit d'un risque supplémentaire. Et puis dans le pire des cas, l'or voyage très bien, contrairement à une maison. Non, décidément, l'or et la pierre, ce n'est vraiment pas la même chose.

## **Retour du risque en Italie**

*Rédigé le 11 mai 2017 par [Simone Wapler](#)*

Ca y est, les mouches ont changé d'âne : elles se sont posées sur l'Italie.

Depuis l'avènement de Macron, M. le Marché estime qu'il n'y a plus de « risque politique » en France. M. le Marché va continuer à nous prêter, à un tarif d'ami, pour nous permettre de faire les bêtises que nous voulons. Sur 10 ans, il ne nous demande que 0,87% d'intérêt. Il est confiant que nous rembourserons en euro sonnants et trébuchants.

En Italie, ce n'est pas la même chose. Pour prêter aux Italiens, M. le Marché demande quatre fois plus qu'aux Français, soit 2,28%.

*L'Agefi :*

*« ‘Il semble que l'attention des marchés se soit très vite déportée sur les perspectives de sortie de la politique d'assouplissement de la BCE et sur les élections en Italie qui doivent intervenir au plus tard à la fin du premier trimestre 2018 et représentent sans doute une barrière encore plus dure à franchir’, estime ING. Le marché monétaire euro a recommencé à anticiper une hausse de taux de la BCE de 10 pb [points de base] au cours des 12 prochains mois, avec une hausse du spread entre le rendement du Schatz à deux ans allemand contre le taux de swap euro au jour le jour (OIS) à un niveau de 40 pb. Yves Mersch, l'un des membres de la BCE, s'est écarté de sa vision habituellement pessimiste pour envisager une prochaine normalisation si l'activité et l'inflation poursuivent leur tendance actuelle. »*

La BCE va rendre le crédit plus cher pour ses amis et le cas de l'Italie inquiète à nouveau M. le Marché, qui recommence à douter.

Et voilà que Giuseppe Vegas, le président de l'instance italienne de régulation des marchés, met de l'huile sur le feu.

[Dans son dernier discours annuel](#), il critique l'interventionnisme de la BCE qui « a réduit la pression sur des pays comme le nôtre, qui plus que quiconque avait besoin de retrouver de la compétitivité, de la stabilité et de la convergence ».

La « convergence » désigne, en langage technocratique, le fait d'avoir des finances

publiques qui tiennent la route.

Cela n'a pas marché : en dépit des milliards d'euros injectés, la compétitivité de l'Italie comparée à celle de l'Allemagne s'est dégradée de 30% en 20 ans. Désormais, la BCE se prépare à remonter ses taux et il sera trop tard, déplore Giuseppe Vegas.

L'Allemagne fait pression sur la BCE pour qu'elle réduise ses injections de crédit gratuit et relève ses taux avant ses propres élections de septembre.

Le bilan de la BCE dépasse 4 000 Mds€ et pèse maintenant 38,7% du PIB de la Zone euro. 1 800 Mds€ ont été créés pour racheter des obligations et donner du *cash* aux banques.

Actions et obligations sont à des sommets jamais atteints dans l'histoire financière.

En visite à La Haye, au parlement des Pays-Bas, Mario Draghi a été soumis à des questions très critiques concernant sa politique monétaire. A la fin d'une session houleuse, il s'est vu offrir une magnifique « [tulipe solaire](#) » .

### **En mémoire de la bulle de 1637**



Il s'agissait évidemment de rappeler au président de la BCE que la bulle financière qu'il a gonflée laisserait probablement la même trace dans l'histoire financière que la fameuse bulle spéculative sur la tulipe qu'a connu la Hollande en 1637.

### **Les euros retrouvent une nationalité**

Le scénario classique reprend : les capitaux, méfiants, reviennent dans leurs pays d'origine. Au dernier trimestre de 2016 les banques étrangères ont réduit de 15% leur exposition à l'Italie, selon la Banque des règlements internationaux. Les seules banques qui semblent avoir de l'appétit pour la dette italienne sont les banques italiennes.

La banque Monte dei Paschi di Siena, qui vient d'être recapitalisée, a annoncé de nouvelles pertes de 169 M€ pour ce premier trimestre 2016. Banco Popolare di Vicenza (BPVI) et Veneto Banca sont également en difficulté.

Une multitude de petits déposants se retrouvent avec des obligations bancaires logées

dans leurs comptes épargnes. Un sauvetage selon la nouvelle procédure européenne dite de *bail-in* les ruinerait.

« La gestion de ces crises pourrait exiger des interventions qui ne sont pas compatibles avec les mécanismes de Francfort et Bruxelles » a indiqué Vegas.

Cette fois, les mouches pourraient avoir choisi le bon âne... Macron ou pas, la crise de l'euro n'est pas terminée.

## **Des nouvelles de notre Transaction de la Décennie**

*Rédigé le 11 mai 2017 par [Bill Bonner](#)*

Comme nos fidèles lecteurs le savent, nous ne pratiquons pas vraiment l'analyse boursière.

Nous recherchons des Schémas de comportement de marché Réellement Simples (SRS).

Voici le plus simple que nous ayons découvert, jusqu'à présent : si les cours sont bas en ce moment, ils le seront sûrement moins lorsque vous vous déciderez à investir sur le marché. Si les cours sont très élevés, ils le seront sûrement moins avant que vous ne quittiez le marché.

Ce SRS m'est venu à l'esprit lorsque Chris Mayer — analyste chez Bonner & Partners, et qui nous conseille sur notre portefeuille familial — nous a rappelé combien nous avons gagné sur sa dernière recommandation.

Pour notre compte familial, nous détenons un portefeuille constitué d'ETF axés sur les marchés actions de différents pays. Nous avons sélectionné les pays en fonction de ce SRS : nous recherchons les moins chers.

Pas plus tard que le 30 mars, Chris nous a conseillé de placer de l'argent sur des ETF axés sur les marchés actions de cinq pays. Or, hier, en imaginant notre joie, il nous a transmis ce mail d'actualisation :

*« C'est étonnant, c'est une stratégie si simple, et elle fonctionne si bien...*

*Jusqu'à présent (depuis le 30 mars), nous avons gagné presque 10% en Turquie, près de 9% en Espagne, 8% en Italie, et 5% en Corée du Sud. Le seul pays perdant, c'est la Chine, avec une baisse de 1%.*

*En tout, vous avez gagné plus de 6%... depuis mars. »*

Le seul problème... c'est que nous ne nous sommes jamais résolu à effectuer cet investissement. Et le 15 avril, nous avons subitement eu besoin de cet argent que nous avons mis de côté, pour payer les impôts.

Mais observons un autre type de pari : notre Trade de la décennie.

Là, rien à voir avec une analyse minutieuse, des études ou des informations. Il s'agit simplement d'un autre SRS : les marchés qui baissent depuis longtemps ont une grande

chance de repartir à la hausse au cours des 10 prochaines années.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, nous avons eu du mal à identifier un contexte prometteur. L'or baissait, plus ou moins, depuis près de 20 ans. Les actions américaines, quant à elles, grimpaient.

Donc, notre Transaction de la Décennie a été simple : vendre des actions et acheter de l'or.

Les choses sont allées dans notre sens des deux côtés : entre 2000 et 2010, l'or a augmenté de près de 143%, réalisant la meilleure performance des principales classes d'actifs de la décennie. Quant au S&P 500, il a chuté d'environ 25%.

Comportement du S&P 500 (en noir) et de l'or (en bleu) entre 2000 et fin 2009 :



Notre nouveau Trade de la Décennie n'a pas été si simple.

Déjà, en 2010, l'or n'était plus une bonne affaire. Et les actions américaines s'étaient effondrées avec la crise de 2008. Selon nous, on ne pouvait plus trop presser ce citron.

Alors que faire ?

### **Le programme idiot du Japon**

Alors que l'on entrait dans la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, les cours des actions japonaises baissaient depuis 20 ans.

Les cours des obligations souveraines japonaises, d'un autre côté, n'avaient fait qu'augmenter. Pourquoi ne pas parier sur un retournement ?

Et c'est ainsi que nous avons réalisé notre nouveau Trade de la Décennie : vendre des obligations japonaises et acheter des actions japonaises.

Cette démarche était fondée sur deux autres SRS : (1) les marchés qui baissent beaucoup ont tendance à beaucoup augmenter plus tard, et (2) avec le temps, les états détruisent toujours la valeur de leur papier-monnaie.

Alors, qu'est-ce que cela a donné, jusqu'à présent ?

Eh bien, avant d'y venir, nous tenons à remercier le gouvernement japonais – ou plus précisément la Banque du Japon – pour le résultat enregistré.

L'état japonais a tenté sans relâche de booster les cours sur ses places boursières et de faire fuir les investisseurs du marché obligataire.

Pourquoi ?

Cela fait simplement partie de son programme idiot censé améliorer l'économie : si l'état pouvait faire grimper le taux d'inflation, il dévaluerait le yen et rendrait les exportations japonaises plus compétitives.

Cela améliorerait alors le chiffre d'affaires des exportateurs... qui, du coup, achèteraient plus, embaucheraient plus et suivraient docilement le parti au pouvoir.

Et donc, les bonnes vieilles politiques bidon ont été déballées.

Shinzo Abe, le premier ministre du Japon, a expliqué qu'un « stimulus » supplémentaire – budgétaire et monétaire – relancerait sûrement l'économie.

Cela n'a pas été le cas. Au lieu de baisser, le yen s'est renforcé et l'économie est demeurée plus faible que jamais.

C'est probablement à ce moment-là que M. Abe et la Banque du Japon ont décidé de devenir totalement débiles.

Ils n'allaient pas attendre que les sociétés japonaises vendent davantage de produits et réalisent davantage de bénéfices. Ils allaient simplement acheter des actions eux-mêmes.

Selon le blog financier *Zero Hedge* :

*« Il y a un an, nous constatons que la Banque du Japon faisait partie du Top 10 des entités détenant 90% des actions japonaises. En décembre, nous indiquions que la Banque du Japon était le plus grand acquéreur d'actions japonaises en 2016. Et à présent, comme le rapporte le FT [Financial Times], cette véritable 'baleine' des marchés japonais intensifie ses achats (qui ont augmenté de plus de 70% d'une année sur l'autre), en intervenant sur le marché plus de la moitié du temps, les jours de baisse, au cours de ces quatre dernières années.*

*Depuis fin 2010, le Financial Times relève que la Banque du Japon a acheté des ETF dans le cadre de ses programmes d'assouplissement quantitatif et qualitatif. La plus vaste opération a débuté en juillet dernier, date à laquelle son objectif d'acquisitions*

*annuelles a été doublé pour passer à 6 000 Mds¥ [8,7 Mds\$].*

*Depuis, le terme de baleine semble assez approprié : la banque centrale englutit au minimum 1,2 Md¥ [10,5 M\$] d'ETF (conçus pour soutenir les actions qui font avancer les 'Abenomics') à chaque séance, et intervient lourdement à coups d'acquisitions s'élevant grosso modo à 72 Mds¥ [632,5 M\$] toutes les trois séances. »*

Depuis que la Banque du Japon a débuté ce programme, la banque d'investissement Nomura estime qu'elle a boosté l'indice Nikkei 225 – l'équivalent japonais du S&P 500 — d'environ 1 400 points.

Merci beaucoup.

Alors, comment nous en sortons-nous ?

Depuis début 2010, le marché actions japonais a augmenté de près de 33% en dollars US... et environ trois fois plus pour ceux qui investissent en yens.

Quant aux obligations japonaises, elles n'ont pas coopéré.

Quoi qu'il fasse, Shinzo Abe n'a pas encore été capable de détruire la monnaie du pays, ni de détériorer son crédit.

Mais nous ne désespérons pas. Le Trade de la Décennie a encore trois ans devant lui. Et M. Abe n'a pas baissé les bras !

## **« Malte, l'autre scandale européen. L'Allemagne enquête sur près de 2 000 sociétés fantômes basées à Malte !! »**

**L'édito de Charles SANNAT 11 mai 2017**

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Malte, c'est beau Malte, j'ai eu l'occasion d'y poser les pieds il y a quelques années, et je dois vous avouer avoir arpenté les rues de La Valette, la capitale de l'île, avec l'impression de risquer voir surgir des templiers à chaque coin de rue.

Vraiment, cette île vaut le détour pour son patrimoine architectural et historique. Malte c'est aussi un peu le berceau des « Sannat », si vous regardez bien il y a même là-bas une grande équipe de foot locale, le « Sannat football club », autant dire que j'ai déjà mon équipe de foot !

Bref, laissons tomber les recherches généalogiques des Sannat qui aboutissent toutes à Malte sur la petite île de Gozo pour être très précis, et revenons-en à l'actualité économique.

**Figurez-vous que Malte, dans l'Europe et dans l'euro, est aussi un petit paradis fiscal !**

C'est un petit paradis fiscal mais aussi social. Et puis ce n'est pas tout, on peut y faire tout plein de trucs qui ne sont pas autorisés ailleurs par des règles, lois et procédures en vigueur dans nos pays à nous.

Vous vous souvenez des premiers casinos en ligne ? Eh bien lorsque les grands groupes français se battaient pour obtenir l'autorisation de commercer en ligne, à Malte c'était déjà possible, et avec en plus une législation très ouverte aussi bien sur les jeux en eux-mêmes que sur les bénéfices réalisés.

Bref, Malte c'est un véritable petit coin de paradis, certes perdu au milieu de la Méditerranée.

Un petit coin tout perdu et relativement discret, mais nombreux sont celles et ceux qui ont su trouver les bonnes adresses pour aller se mettre à l'abri de leurs administrations fiscales respectives, et pour le moment ce sont nos amis allemands qui tiennent la corde, mais nul doute que nous devrions prochainement découvrir que quelques Français profitent également des éléments ciux maltais !

### **Ein gross enquête de Berlin !**

D'après cet article du *Figaro*, « les autorités allemandes enquêtent sur près de 2 000 sociétés fantômes enregistrées à Malte, parfois liées à de grands groupes allemands et suspectées de fraude, après avoir reçu des informations anonymes en ce sens. «Il y a (dans cette liste) des succursales de grandes entreprises allemandes», a déclaré à Berlin le ministre des Finances de l'État régional de Rhénanie du Nord-Westphalie, Norbert Walter-Borjans. Cette région est depuis plusieurs années à la pointe dans le pays de la lutte contre la fraude fiscale des Allemands plaçant leur argent à l'étranger pour échapper à l'impôt, en Suisse, au Lichstenstein ou ailleurs.

Selon le ministre, il y a «de fortes suspicions» que ces entreprises maltaises liées à des sociétés allemandes relèvent de l'évasion fiscale, notamment à travers l'utilisation de sociétés dites « boîte aux lettres », des entreprises fictives destinées à dissimuler des transactions financières. L'État régional de Rhénanie du Nord-Westphalie a reçu fin avril, grâce à un informateur anonyme, un CD de données comprenant une liste de 70 000 entreprises enregistrées à Malte, un État européen souvent accusé d'être un paradis fiscal. Sur ces 70 000 sociétés entre 1 700 et 2 000 sont liées à des entreprises allemandes, a estimé le ministre régional ».

Et à votre avis, sur ces 70 000 entreprises, si 2 000 sont allemandes, combien sont françaises ? Je pose juste la question !!

### **Tensions en Europe !**

Ce que je ne savais pas, c'est cette information expliquant que les services d'espionnage suisses recrutent chez les agents des impôts allemands, comme le révèle toujours cet article du *Figaro* !

« Cette méthode a soulevé la polémique en Allemagne et envenimé les relations entre

Berne et la Suisse, particulièrement dans le viseur du fisc allemand. L'Allemagne soupçonne la Suisse d'avoir essayé de contrer sa stratégie anti-évasion fiscale en espionnant ses enquêteurs.

Début mai, la justice allemande a arrêté à Francfort (ouest) un ressortissant suisse de 54 ans, suspecté d'avoir cherché ou réussi à infiltrer l'administration fiscale de Rhénanie du Nord-Westphalie en y recrutant une « taupe ». »

Ambiance donc sur le front de la « fraude » fiscale.

Pendant ce temps où l'on règle les affaires des Suisses, du Liechtenstein, sans oublier la Principauté d'Andorre ou de Monaco, Jean-Claude Juncker, ancien grand mamamouchi du Luxembourg, court toujours. Il court tellement qu'il est même arrivé à la présidence de la Commission européenne de Bruxelles (sans doute « en marche ») alors qu'il présidait à l'organisation du plus grand paradis fiscal européen toujours en libre accès, le Luxembourg.

Bref, les Maltais vont se faire rincer, et quelques contribuables mal cachés en même temps.

N'oubliez pas de payer vos impôts car cela devient de plus en plus difficile de vous cacher. Il y a bien quelques possibilités, et je parle de possibilités légales bien évidemment.

Et la seule, l'unique solution légale pour ne pas vous faire imposer à l'insu de votre plein gré, c'est l'expatriation !! Et comme son nom l'indique, cela veut dire partir vivre ailleurs, et réellement.

L'une de mes destinations préférées reste le... Portugal.

De vous à moi, les gros vont encore s'en sortir, on pendra quelques petits poissons pour l'exemple que l'on laissera pourrir en place publique, mais comme à chaque fois, les grandes entreprises continueront à ne pas ou très peu payer d'impôts.

C'est logique, c'est elles qui font faire les lois par des politiques qu'elles ont réussi à soumettre à leur toute puissance totalitaire.

Vous paierez, elles s'évaderont ! Vous serez condamnés, elles seront protégées.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

## **La fin des machinistes ! Déploiement du pilotage automatique sur le RER A**

Cela a été évoqué pendant des années, et puis ça y est, nous y sommes : dès la deuxième partie de l'année 2018, les trains du RER A rouleront à 100 % en pilote automatique.

Le RER A est la ligne la plus fréquentée d'Europe, avec 1,2 million de voyageurs chaque jour et de vous à moi, cette ligne est infernale, une horreur absolue, pour savoir

ce qu'endure une sardine en boîte, rien de tel qu'une promenade en RER A à l'heure de pointe.

Officiellement, « ce déploiement «en cours», qui s'inscrit dans un plan de modernisation du RER A, se fera «sans interruption du trafic et sans impact pour les voyageurs». Le but : améliorer la régularité et la rapidité des trains. Le temps de parcours entre Vincennes et La Défense devrait diminuer de deux minutes ».

Officiellement, on aime vous prendre pour des cons.

Officieusement, plus de machinistes, plus de retard, plus de grève et de mouvement social suite « à l'agression de nos personnels ».

Bref, certains ont vécu la fin des poinçonneurs des Lilas, nous vivons la fin des machinistes et le tout automatique... Je vous laisse découvrir l'article consacré aux robots et au chômage dans cette édition.

La relance de l'emploi, ce n'est vraiment pas gagné. D'ailleurs, Macron parle de l'éducation comme une priorité, de la lutte contre le chômage et de l'inversion de la courbe... CQFD ! Préparez-vous !

*Charles SANNAT*

[Source Le Monde ici](#)

## **Draghi sévèrement malmené devant le Parlement Néerlandais**

**Bruno Bertez 11 mai 2017**

Draghi était convoqué devant le Parlement Néerlandais. Dans des pays compétents, avec de vrais journalistes, cette séance aurait du être l'Evènement? En avez vous entendu parler?

Non seulement Draghi n'est jamais cuisiné par les Parlements, mais dans ses réunions il refuse de se soumettre aux vraies questions. Dans les réunions privées, même avec des interlocuteurs de très haut niveau et même de niveau technique plus élevé que le sien, il refuse de rentrer dans les débats et de répondre aux questions. Cela s'est passé par exemple à New York et il y a eu des fuites dans la presse américaine qui s'en est scandalisée..

Draghi n'est pas suffisamment compétent pour pouvoir soutenir un feu de questions sur les fondements de la politique qu'il mène. Faute de compétence, il n'use que des arguments d'autorité. Et nous avons toujours dit que celui qui ose user des arguments d'autorité et ainsi refuser de s'expliquer doit en être tenu pour responsable: si il se trompe, si il échoue, il doit être jugé et puni comme on a tenté de le faire avec la commission Pecora en 1932.

Draghi a dû faire face à des questions hostiles, peu complaisantes de la part de gens qui,

eux avaient une légitimité supérieure à la sienne car élus. Il a été « grillé » littéralement dit la presse Néerlandaise, mis sur le « grill ». « Il a eu chaud sous son col » dit la presse Allemande.

La politique de la BCE est impopulaire à trois titres:

-d'abord elle n'a pas donné de vrais résultats. La BCE s'attribue des résultats en matière de croissance et d'emploi qui sont minables et qui d'autre part auraient été atteints, même en l'absence de sa politique monétaire non conventionnelle;

-ensuite par ce qu'elle tue les épargnants, détruit les systèmes de pension, elle pourrit en profondeur l'ordre social lequel repose en grande partie sur la prévoyance individuelle et la récompense de l'épargne.

-enfin cette politique a permis aux pays laxistes et profiteurs d'éviter d'avoir à faire les efforts nécessaires pour restructurer leur budget, elle les a incité à persévérer dans la gestion démagogique sinon déloyale. La BCE a financé le socialisme et la démagogie.

C'est ce qu'ont dit les parlementaires Néerlandais et c'est sur tout cela qu'ils l'ont presque chahuté.

A aucune question de bon sens, Draghi n'a apporté de réponse.

Un élu lui a demandé ce qui se passerait si les Pays Bas venaient à vouloir quitter l'euro. Draghi a répondu, .. qu'il ne répondrait pas: « l'euro est irrévocable, c'est le Traité, je ne spéculerai pas sur quelque chose qui n'a aucune base ». Or cela est faux et c'est Draghi lui même qui l'a expliqué il y a quelques années. Il a en effet expliqué que les spreads, les primes de risque constatés sur les marchés des emprunts souverains tenaient compte du risque de redénomination, c'est à dire le risque de retour aux monnaies nationales! Et encore il y a quelques mois à l'occasion des débats sur le referendum italien, quand il a déclaré: « celui qui quitterait l'euro devrait régler avant de partir tout ce qu'il doit » ! Donc Draghi est un menteur et il a menti à la souveraineté nationale.

Il prétend avoir créé 4,5 millions d'emplois par sa politique, les travaux de gens plus compétents que lui montrent qu'en fait il y a eu moins de création d'emplois que si les politiques monétaires n'avaient pas été menées! La modification des conditions financières n'a rien créé, qui ne l'aurait pas été spontanément. Toutes les tendances longues ont été cassées depuis 2008 et jamais elles n'ont été réintégrées.

Les achats de 1,8 trillions d'assets n'ont servi qu'à éviter la faillite du secteur bancaire, qu'à financer les gouvernements dépensiers comme l'Italien et le Français et jamais à relancer une croissance saine fondée sur le profit productif et l'investissement. Les 1,8 trillions n'ont alimenté que la spéculation et les comptes des très grandes fortunes.

Par ailleurs ils ont créé les conditions d'une fragilité extrême qui se manifestera lorsque la BCE voudra retirer comme on dit le bol de punch, monter les taux et réduire la taille de son bilan.

Les élus Néerlandais se sont plaints du manque de transparence des réunions de la BCE,

du goût du secret; ils se sont interrogés sur la question de savoir si tout cela était bien constitutionnel.

Les parlementaires ont clôturé la session par un cadeau offert à Draghi. Il lui apporté une tulipe « solar-powered » afin de lui rappeler la fameuse manie des Tulipes, l'une des premières bulles , au milieu du 17e siècle, Tulip Mania qui a débouché sur une crise financière.

Le fils de Duisenberg (premier patron de la BCE) , à la tête du comité financier lui a expliqué: ce cadeau nous vous conseillons de le regarder avant chaque réunion de la BCE, que cela vous serve de rappel.

## Vers une interdiction des espèces à l'échelle globale ?



[Phoenix Capital](#)  
[Gains, Pains and Capital](#)

Publié le 11 mai 2017

Ceux qui ont prêté attention à l'actualité de ces quelques quatre dernières années savent que l'Europe est le point zéro de la folie de la planification centralisée.

L'Europe a été créée en tant qu'union aux frontières ouvertes au sein de laquelle le capital peut circuler librement. En revanche, les élites ont clairement démontré leur volonté de tricher et de voler pour préserver leur agenda.

L'Europe a, en effet, déjà traversé :

- 1) La mise en place de contrôles douaniers et de capital en période de crise (2012-13)
- 2) La confiscation d'obligations et de comptes épargne pour refinancer des entités insolvables (Pays-Bas en 2011, Espagne en 2012, Chypre en 2013)
- 3) La mise en place de taux d'intérêt négatifs au travers desquels l'épargne se trouve taxée par les banques (depuis 2014)

Pour dire les choses simplement, l'Europe est l'endroit où les planificateurs centraux du monde développé mettent d'abord en place leurs politiques pour voir s'ils peuvent s'en tirer à bon compte.

C'est pourquoi ce qui suit devrait être sur le radar de chacun d'entre nous.

### **Proposition d'initiative européenne visant à restreindre l'utilisation d'espèces**

*Parce que limiter l'anonymat lié à l'utilisation d'espèces est le facteur premier derrière cette initiative, cet objectif peut être atteint en limitant les transactions en espèces au travers d'un instrument législatif à l'échelle de l'Europe, et en forçant une majorité des transactions à passer par un système qui ne serait pas anonyme (transferts bancaires, chèques, etc.). Ce même objectif peut également être atteint, si les versements en espèces demeuraient légaux, par l'imposition d'un dépôt de déclaration auprès d'une autorité compétente. Ce qui pourrait permettre la continuité des versements en espèces,*

et de ses bénéfiques en termes de coûts et de simplicité.

[http://ec.europa.eu/smart-regulation/roadmaps...\\_028\\_cash\\_re...](http://ec.europa.eu/smart-regulation/roadmaps..._028_cash_re...)

Pour dire les choses simplement, l'Europe propose l'imposition d'un plafond potentiel imposable aux versements en espèces au travers de l'Union européenne.

Certains pays membres de l'Union européenne ont déjà adopté des réglementations similaires : la France a interdit l'usage d'espèces pour les transactions de plus de 1.000 euros. L'Espagne a interdit l'usage d'espèces dans le cadre de transactions de plus de 2.500 euros. L'Allemagne propose aujourd'hui d'interdire les transactions en espèces de plus de 5.000 euros.

**Cette proposition est en revanche la première en son genre susceptible d'être appliquée à l'ensemble de l'Union européenne.**

Comme je ne cesse plus de le répéter depuis des mois, la guerre que mènent les élites contre les espèces n'est pas terminée. Elle ne fera que s'intensifier.

## **LE PIÈGE EUROPÉEN DE MACRON SE REFERME**

par François Leclerc 11 mai 2017

Les marges de manœuvre européennes du nouveau président français sont étroites. Les titres de la presse font avantageusement état d'une embellie économique qui pourrait lui profiter, mais celle-ci tient plus d'une modeste reprise conjoncturelle, qui demande à être confirmée, que d'une relance significative. Dans ces conditions, comment les obligations européennes de réduction du déficit budgétaire en dessous de 3% du PIB pourront-elles être respectées cette année ou la suivante ? D'ores et déjà, Jean-Claude Juncker dénonce l'importance des dépenses françaises pour ne pas prêter le flanc aux critiques de mollesse en provenance d'Allemagne...

Il est vendu l'idée qu'il faut faire les premiers pas pour *restaurer la confiance* avec les partenaires allemands, afin d'obtenir dans un deuxième temps qu'ils consentent à une évolution de la politique européenne. Cela a tout du pari de dupes, comme ceux-ci viennent par avance de le faire savoir.

Un article de la Frankfurter Allgemeine Zeitung éclaire le blocage allemand. Faisant référence aux demandes d'assouplissement de la politique de rigueur budgétaire, le journal les qualifie de « Zumutung », un terme difficilement traduisible signifiant excessif et connoté comme immoral, ne pouvant être de ce double fait satisfait.

Wolfgang Schäuble et Martin Schulz, tout en prétendant partager la vision européenne d'Emmanuel Macron, ont de ce fait immédiatement dressé les barrières là où il fallait. Les obligations européennes, cette clé de voute de la solidarité financière, nécessiteraient selon eux d'amender les traités, et il n'en est pas question. De surcroît, Wolfgang Schäuble n'accepte pas la perspective d'un budget communautaire du président français. Les deux partenaires de la coalition sont dans la droite ligne de leur

conception restrictive d'une Union bancaire inachevée, pour laquelle aucun filet de sécurité commun n'est prévu et aucun fonds européen de garantie des dépôts n'a été mis sur pied. Donc, rien de nouveau.

Dans une interview au quotidien italien La Repubblica, Wolfgang Schäuble a réitéré sa proposition de création d'un FMI européen sur la base de l'actuel Mécanisme de stabilité européenne (MES). Son objectif est de dessaisir la Commission de ses prérogatives en matière de contrôle du budget des États, et d'évacuer la perspective d'une restructuration de la dette publique en se passant des services du FMI. Il a ajouté une carotte en proposant la création d'une assemblée des États de la zone euro, mais en précisant bien qu'elle serait consultative. Quant à Martin Schulz, il s'est exprimé dans Die Zeit pour soutenir l'idée d'un budget européen, mais il a marqué son désaccord avec toute émission d'obligations européennes, ce qui vide largement de son sens la première proposition.

Comment, au vu de ces fins de non-recevoir manifestes, Emmanuel Macron va-t-il illustrer sa conception d'une Europe devant « protéger les travailleurs, salariés, artisans, travailleurs indépendants, ainsi que ses universitaires, ses jeunes et ses plus âgés », ainsi qu'il l'a défendue durant sa campagne électorale ? Sans attendre, la Commission a déjà retoqué sa proposition de réglementation « Buy European Act », en référence au « Buy Américain Act » de Donald Trump, afin que les appels d'offres soient favorables aux entreprises européennes.

Il va lui rester la piste des *coopérations renforcées* entre pays de la zone euro, dont l'Allemagne, lorsque ceux-ci adoptent des dispositions particulières au sein de la zone. En particulier en termes de sécurité collective, en concrétisant le renforcement de la coopération militaire européenne et en préconisant « une Europe forte qui peut se faire entendre des États-Unis, de la Chine et des autres pays ». C'est maigre s'il en reste là.

Il sera loin de réparer les vices de la construction européenne et d'annuler la malfaisance de la politique imposée par les traités. Emmanuel Macron est désormais à pied d'œuvre, comme l'a été François Hollande au début de son quinquennat. Que peut-il espérer obtenir de mieux, en forçant quelles décisions et comment ? en créant quel rapport de force que son prédécesseur n'a pas cherché à susciter ?